PERSPECTIVES SCHL DU MARCHÉ DE L'HABITATION

Société canadienne d'hypothèques et de logement

ÉDITION NATIONALE

Des résultats positifs en ce début de millénaire

Aperçu

Mises en chantier:
2000: +3,8 %
2001: +3,5 %

Reventes:
2000: + 0,4 %
2001: + 2,2 %

Les **mises en chantier** augmenteront pour se chiffrer à 155 700 en 2000 et à 161 200 en 2001. Ces hausses seront reliées à la progression de l'emploi et des revenus, à la confiance des consommateurs, à la migration accrue, à l'augmentation du prix des logements et à la reprise du marché en C.-B. L'activité sera plus forte dans la catégorie des collectifs que dans celle des maisons individuelles.

Grâce à la performance de l'Ontario, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique, les **ventes de maisons existantes** dépasseront leur niveau record de 1999. Elles progresseront légèrement cette année, puis de 2,2 % en 2001.

Le **prix moyen de revente** devrait progresser de 2,7 % pour se situer à 161 700 $ cette année, et augmenter encore de 3,4 % en 2001 pour atteindre 167 300 $.

Détails en page 3.

Premier trimestre 2000

3 **APERÇU NATIONAL**

4 **TENDANCE REPÈRES**

5 **RAPPORT SPÉCIAL : MARCHÉS LOCATIFS**

ARTICLES PROVINCIAUX
9 Colombie-Britannique
10 Alberta
11 Saskatchewan
12 Manitoba
13 Ontario
14 Québec
15 Nouveau-Brunswick
16 Nouvelle-Écosse
17 Île-du-Prince-Édouard
18 Terre-Neuve

19 **TABLEAUX DES PRÉVISIONS**

Perspectives SCHL du marché de l'habitation: votre référence pour la planification de vos affaires.

Les régions À SURVEILLER

Ontario: Après la forte reprise de la construction résidentielle en 1999, on s'attend pour les deux prochaines années à des gains solides, quoique moins spectaculaires. Les logements individuels autant que les collectifs contribueront à ces excellents résultats. (Voir page 13).

Colombie Britannique: La construction maintiendra son rythme en 2000, mais restera loin des niveaux atteints au milieu des années 90. On s'attend à ce que le total des mises en chantier progresse de 10% cette année et de 11 % l'an prochain. Les maisons en rangée et les appartements afficheront les gains les plus importants. (Voir page 9).

Obtenez votre copie 2 à 3 semaines plus rapidement avec la distribution par courriel! Contactez Ginette Godward à (613) 748-2006 pour les détails.

Centre d'analyse de marché de la SCHL
Tel: (613) 748-2357 Courriel: Centre_d'analyse_de_marche@cmhc-schl.gc.ca

SCHL CMHC

AU COEUR DE L'HABITATION
Canada

LA SCHL : AU COEUR DE L'HABITATION

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) est au cœur de l'habitation. Toutes ses activités visent à aider les Canadiens et les Canadiennes à vivre dans un logement sûr à tout point de vue.

À titre d'organisme national responsable du logement, la SCHL joue un rôle important dans le secteur canadien de l'habitation. Elle propose de nouvelles façons de financer l'achat des maisons. Elle favorise l'innovation dans le domaine de la technologie et de la conception des habitations. Grâce à son assurance prêt hypothécaire, elle aide les Canadiens et les Canadiennes à réaliser leur rêve et à posséder leur propre maison.

Les Canadiens et les Canadiennes tirent avantage de la collaboration de la SCHL avec ses partenaires des secteurs public, privé et sans but lucratif en vue d'améliorer la qualité et l'accessibilité des logements et de faire en sorte qu'ils soient plus abordables, partout au pays.

L'aide accordée par la SCHL permet aux ménages à faible revenu, aux aînés, aux personnes handicapées et aux Autochtones de vivre dans des logements convenables et abordables. La SCHL crée des emplois pour les Canadiens et les Canadiennes dans le domaine des produits et services en aidant le secteur de l'habitation à exporter ses connaissances et ses compétences dans d'autres pays.

Les recherches de pointe effectuées par la SCHL améliorent la qualité des logements et font en sorte que ceux-ci soient plus abordables. Afin d'aider les Canadiens et les Canadiennes à tirer profit de son savoir-faire dans le domaine de l'habitation et à prendre des décisions éclairées, la SCHL est devenue le plus important éditeur canadien de publications portant sur le logement. Elle possède également la collection la plus complète de documents sur l'habitat.

Les Canadiens et les Canadiennes peuvent avoir facilement accès à nos informations par l'entremise des points de vente et des bureaux régionaux de la SCHL.

Renseignements et abonnements

Composez le 1-800-668-2642. À l'extérieur du Canada, le 1-613-748-2003, télécopieur (613) 748-4069.
Pour nous joindre en direct, visitez notre page d'accueil à l'adresse suivante : <www.cmhc-schl.gc.ca>

Abonnement annuel (4 numéros) 120 $, T.P.S. en sus
Un numéro 30 $, T.P.S. en sus
Précisez le format : papier ou PDF (fichiers PDF envoyés par courriel).

Vous pouvez également commander ou vous abonner à nos publications à l'adresse suivante:
www.cmhc-schl.gc.ca/InfoMarche/magasin

«Multiple Listing Service (MLS™)» et Service inter-agences (S.I.A.) sont des marques d'accréditation enregistrées de l'Association canadienne de l'immeuble (ACI).

© 2000 Société canadienne d'hypothèques et de logement
Tous droits réservés.

ISSN 1488-6545

Dates de diffusion PDF

Deuxième trimestre 2000 — 17 avril
Troisième trimestre 2000 — 17 juillet
Quatrième trimestre 2000 — 17 octobre

Perspectives nationales

En détail

Plus de collectifs que de maisons individuelles

Les logements collectifs seront à l'origine de plus de la moitié de la hausse des mises en chantier au cours des deux prochaines années. La croissance du marché sera stimulée par les maisons jumelées et en rangée en 2000, et par les appartements en 2001.

Construction accrue de collectifs en Nouvelle-Écosse et en Colombie-Britannique cette année

Les mises en chantier de logements collectifs augmenteront de 6,4 % cette année. La Nouvelle-Écosse et la Colombie-Britannique afficheront les meilleurs résultats. Les appartements domineront l'activité en Nouvelle-Écosse. En Colombie-Britannique, la plus forte augmentation s'observera dans le secteur des maisons en rangée, mais l'activité sera néanmoins soutenue dans les catégories des appartements et des maisons jumelées.

Forte construction de maisons individuelles en Ontario et en Colombie-Britannique

Les mises en chantier de maisons individuelles augmenteront de 2,2 % cette année et de 2,7 % l'an prochain. L'Ontario et la C.-B. enregistreront les gains les plus importants.

Petites villes et populations vieillissantes

Au Canada, la population croissante de personnes âgées et de ménages dont les enfants ont quitté le foyer pourrait profiter aux petites villes offrant des commodités. En C.-B., alors que diminue la population de nombreuses villes tributaires du secteur primaire, on prévoit que l'expansion rapide des centres de villégiature se poursuivra. À l'Î.-P.-É., la migration d'entrée des personnes de 45 ans et plus est parmi les facteurs qui expliquent le raffermissement de la demande de logements individuels ces dernières années.

Nombre record de reventes

Malgré le ralentissement de la croissance, les reventes atteindront quand même des niveaux records. Dans certains marchés, la hausse plus modérée des ventes traduit en partie la rareté des inscriptions. Des volumes d'activité records seront enregistrés en Ontario, en Alberta, au Nouveau-Brunswick et à Terre-Neuve.

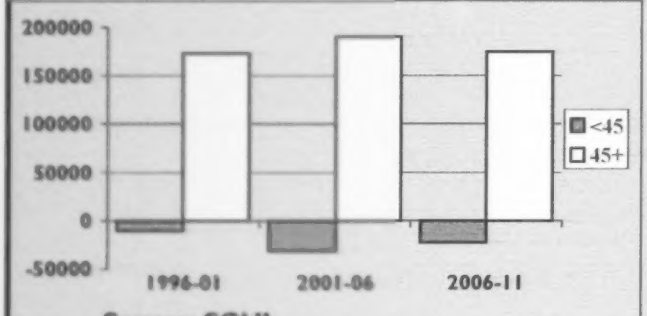
Hausse des prix partout sauf en C.-B. en 2000

Cette année, les prix seront à la hausse dans toutes les provinces sauf en C.-B. On s'attend à ce que l'augmentation des prix soit de beaucoup supérieure à l'inflation en Ontario, en Saskatchewan et en Alberta. En C.-B., les prix atteindront un plancher cette année et se redresseront légèrement en 2001.

Regard sur la DÉMOGRAPHIE

Vieillissement des ménages

Croissance des ménages selon l'âge du chef
Croissance annuelle moyenne au Canada



Source: SCHL.

La population du Canada vieillit. Cette tendance apparaît clairement dans les chiffres sur la formation prévue de ménages, par groupe d'âge, pour la période de 1996 à 2011.

Le nombre de ménages dirigés par des personnes de moins de 45 ans diminuera de façon constante jusqu'en 2011. À l'inverse, une forte augmentation est prévue dans les catégories des personnes âgées et des ménages dont les enfants ont quitté le foyer. Résultat du vieillissement des membres de la génération du baby boom, les ménages dirigés par des personnes de 45 à 64 ans formeront la catégorie dont l'expansion sera la plus rapide.

La majorité de ces ménages relativement âgés seront déjà logés, et beaucoup se contenteront de leurs conditions de logement actuelles. D'autres, cependant, seront disposés à emménager dans des maisons mieux adaptées à leurs nouveaux besoins et à leurs nouvelles préférences. Les promoteurs qui effectueront les recherches nécessaires et qui produiront des logements réellement adaptés à ce groupe profiteront d'un créneau en expansion, composé de consommateurs à l'aise financièrement.

Consultez le numéro du deuxième trimestre de *Perspectives SCHL du marché de l'habitation* pour obtenir un aperçu des prévisions à moyen terme concernant les mises en chantier résidentielles.

Tendances repères

Points positifs

- ✓ ***L'économie va bon train***
- ✓ ***Croissance de l'emploi et des revenus***
- ✓ ***Optimisme des consommateurs***

À surveiller

- ✓ ***Relèvement des taux hypothécaires cette année***
- ✓ ***Migration interprovinciale : l'Alberta et l'Ontario sont les destinations de choix***

L'économie

Dans la foulée de la bonne performance enregistrée au cours des deux premiers trimestres de 1999, l'économie a progressé a un taux annuel de pas moins de 4,7 % au troisième trimestre. La vigueur de l'activité intérieure, associée à la croissance soutenue de l'économie américaine et à l'amélioration de l'économie mondiale, laisse entrevoir des perspectives positives pour les deux prochaines années. On prévoit que la croissance s'établira à 3,4 % en 2000. Ce taux devrait descendre à 3,2 % l'an prochain, puisque le ralentissement de l'économie américaine réduira la demande d'exportations du Canada. L'économie américaine en pleine expansion continue de stimuler le secteur manufacturier au Canada central. Dans l'Atlantique, la réalisation de mégaprojets, la reprise des pêches et le tourisme soutiennent l'économie. L'Alberta devrait profiter de la montée des prix du pétrole. En Colombie-Britannique, la lente reprise amorcée à la suite de la crise en Asie et les faibles prix des produits de base devraient se raffermir cette année.

Taux hypothécaires

Bien qu'ils resteront bas par rapport aux niveaux observés durant les années 90, les taux hypothécaires augmenteront au cours des prochains mois, par suite de la forte croissance de l'économie intérieure et de la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis et en Europe. Toutefois, les taux chuteront au deuxième trimestre. Pour les deux prochaines années, on s'attend à ce que le taux hypothécaire de un an se situe autour de 6,50 à 8,00 %, le taux de trois ans, autour de 7,25 à 8,50 %, et le taux de cinq ans, dans une fourchette de 7,50 à 8,75 %.

Consommateurs

Les consommateurs restent optimistes. Bien que la confiance des consommateurs ait fléchi au troisième trimestre de 1999, elle s'est pleinement remise des effets négatifs de la crise survenue en Asie. La consommation a même légèrement augmenté durant ce trimestre, à la faveur du rythme soutenu de l'activité durant le premier semestre de l'année. Les marchés de l'emploi et les marchés boursiers ont connu une nette reprise depuis septembre. Il est probable que ces développements positifs aient contrebalancé les préoccupations liées à la montée des taux hypothécaires à l'automne.

Emploi

La progression récente et continue de l'emploi favorisera la construction résidentielle au cours des prochains mois. Au sortir de la meilleure année depuis le début de la décennie, la croissance de l'emploi a ralenti en 1999 mais est demeurée forte, s'accélérant en septembre, en octobre et en novembre. En outre, l'augmentation des emplois à plein temps a été plus élevée qu'en 1998. On s'attend à ce que l'emploi continue de progresser, quoique moins rapidement, cette année et l'an prochain.

Les Canadiens devraient avoir plus d'argent dans leurs poches. Compte tenu de la vigueur de l'économie, de la croissance de l'emploi et de la réduction des impôts, on prévoit que la croissance du revenu disponible s'accélérera au cours des deux prochaines années.

Migration

En 1998, l'immigration n'a pas atteint les cibles fixées par le gouvernement. La migration nette au Canada a ainsi chuté à environ 140 000 personnes, comparativement à près de 190 000 à chacune des trois années précédentes. Au deuxième trimestre de 1999, l'immigration et la migration nette ont donné de faibles signes de reprise. On prévoit que la remontée graduelle de l'immigration se poursuivra au cours des deux prochaines années, à la faveur de la reprise des économies asiatiques. La hausse du nombre d'immigrants donnera du tonus à la construction dans les quatre plus grandes provinces, surtout dans les grands centres urbains de la C.-B. et de l'Ontario.

À l'intérieur du Canada, l'exode de la population de la C.-B. vers d'autres provinces ne semble pas sur le point de cesser. L'Alberta demeure la destination de choix des migrants interprovinciaux, quoique la migration d'entrée, au premier semestre de 1999, était plus de moitié inférieure à la même période un an auparavant. Avec une économie vigoureuse qui attire de plus en plus les chercheurs d'emplois, l'Ontario semble sur le point de surpasser l'Alberta au chapitre de la migration. L'accroissement net de la population de l'Ontario résultant de la migration interprovinciale a atteint au deuxième trimestre son plus haut niveau depuis 1987.

Contact: Roger Lewis (613) 748-2797 rlewis@cmhc-schl.gc.ca

Rapport spécial : marchés locatifs

En 1999, les appartements locatifs inoccupés étaient rares, la tendance au resserrement des marchés qui s'était amorcée en 1994 s'étant poursuivie. Le taux d'inoccupation devrait se stabiliser en 2000, puisqu'on prévoit une augmentation de la construction locative.

Dans les centres métropolitains, le taux d'inoccupation des immeubles d'initiative privée de trois appartements et plus est passé de 3,4 % en octobre 1998 à 2,6 % au même mois cette année, le taux le plus faible depuis octobre 1987. Bien que les logements inoccupés aient été plus rares, les loyers n'ont augmenté que légèrement dans la plupart des centres, à l'exception de plusieurs villes des Prairies et de l'Ontario.

Détails régionaux

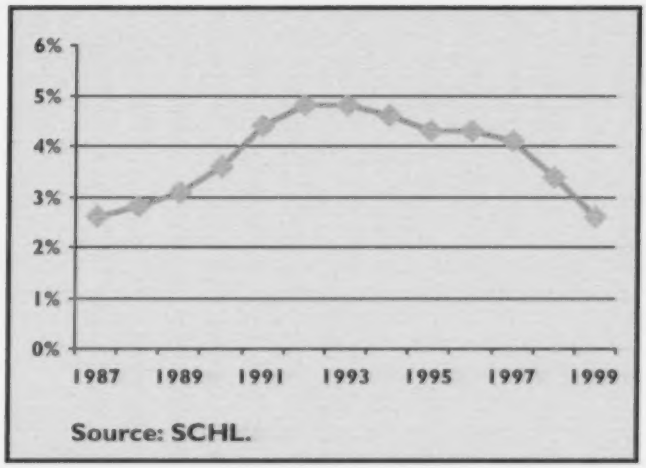
Dans 19 des 27 centres, le taux d'inoccupation était plus bas en octobre 1999 qu'un an auparavant. Les taux les plus faibles ont été enregistrés à **Ottawa** (0,7 %), à **Toronto** (0,9 %) et à **Saskatoon** (0,9 %).

Les villes où la demande était supérieure à l'offre étaient concentrées dans les Prairies et en Ontario. Dans le sud de l'Ontario, le taux d'inoccupation était en baisse dans tous les centres sauf à **Toronto**, le deuxième marché le plus serré au Canada en raison de la stabilité de son taux. La situation dans les Prairies était plus variée : des marchés restreints en Saskatchewan, mais davantage de logements inoccupés en Alberta. À **Calgary**, le taux d'inoccupation est monté de 0,6 à 2,8 %, soit la hausse la plus importante de tous les centres, alors qu'il avait été le plus faible au cours des deux dernières années. Cette augmentation a fait suite à une croissance des loyers supérieure à 10 % en 1998.

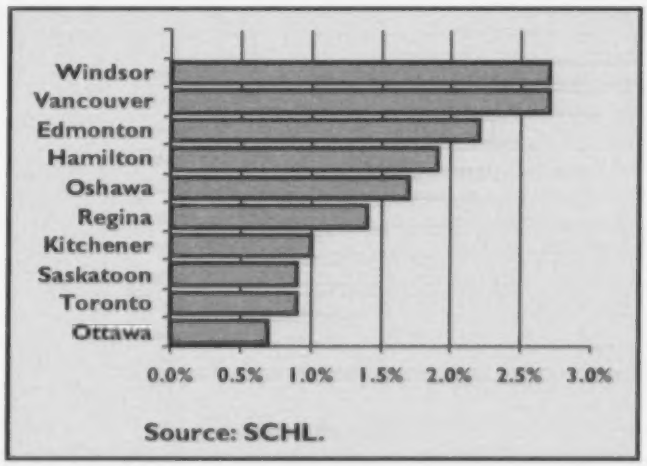
Sur la côte ouest, l'offre était relativement abondante et les taux ont peu varié. À **Vancouver**, les locataires disposaient d'un vaste choix de logements par rapport à il y a tout juste deux ans, lorsque le taux d'inoccupation était bien inférieur à 2 % et que la vigueur de l'économie attirait des migrants des autres provinces. Au Québec et dans la région de l'Atlantique, les marchés se sont resserrés dans tous les principaux centres, mais un grand nombre de logements étaient toujours disponibles.

Malgré la diminution des taux d'inoccupation, les loyers n'ont augmenté que légèrement dans la plupart des marchés au cours de la dernière année. Par contre, dans les centres des Prairies et de l'Ontario, où les taux d'inoccupation ont été inférieurs à la moyenne, les locataires ont fait face à des augmentations supérieures au taux d'inflation, ce qui était à prévoir. L'augmentation la plus importante a été enregistrée à **Hamilton**, où le loyer moyen d'un appartement de deux chambres s'est accru de 5,4 %. **Calgary** et **Edmonton** ont suivi avec des hausses de 4,5 %, soit beaucoup moins que l'augmentation de 11,3 % qui avait été enregistrée à **Calgary**

Taux d'inoccupation
Moyenne des régions métropolitaines



Taux d'inoccupation les plus faibles
Principaux centres, 1999



l'année précédente.

Encore une fois, les marchés de **Toronto** et de **Vancouver** ont enregistré les loyers les plus élevés au Canada. Contrairement à **Toronto**, toutefois, les loyers de **Vancouver** ont diminué légèrement puisque les locataires potentiels disposaient d'un vaste choix de logements disponibles.

Cause du resserrement des marchés

Un grand nombre de facteurs ont contribué à la diminution du taux d'inoccupation. La croissance de l'emploi et la hausse des revenus qui en découle, les flux migratoires et les changements dans la structure par âge de la population ont favorisé la demande de logements locatifs. Du côté de l'offre, le faible

Contact: Roger Lewis (613) 748-2797 rlewis@cmhc-schl.gc.ca

niveau de construction locative a, dans certains cas, était aggravé par la conversion de logements locatifs en logements en copropriété ainsi que par d'autres facteurs.

Facteurs ayant influencé la demande

Du côté de la demande, 1998 a constitué la meilleure année de la décennie au chapitre de la création d'emplois. De bons résultats ont aussi été enregistrés en 1999, des postes à temps partiel ayant fait place à des postes à temps plein. De plus, l'embauche de jeunes, le groupe le plus susceptible de louer un logement, s'est accrue au cours des deux dernières années, après avoir décliné pendant une grande partie des années 1990. De meilleures perspectives d'emploi attirent les migrants. Dans les marchés où le taux d'inoccupation a diminué, la demande de logements locatifs s'est généralement accrue, stimulée par un afflux de personnes à la recherche d'un emploi.

Les effets sur la demande de logements locatifs de la poussée de l'emploi et des flux migratoires qui en découlent ont été renforcés par des changements dans la structure par âge de la population. Après avoir été en baisse pendant de nombreuses années, la population de jeunes adultes recommence à croître, à mesure que les enfants des membres de la génération du baby-boom deviennent adultes. Leur présence commence à se faire sentir sur le marché de l'habitation. De plus, le nombre de ménages âgés sans enfants et d'aînés a toujours continué de croître. En vieillissant, certains d'entre eux choisissent de quitter leur maison pour habiter des logements locatifs.

Facteurs ayant influencé l'offre

Des facteurs liés à l'offre ont également contribué au resserrement des marchés locatifs. En 1998, les mises en chantier dans les centres urbains ne se sont établies qu'à 6500 logements environ, comparativement à plus de 30000 au début de la décennie.

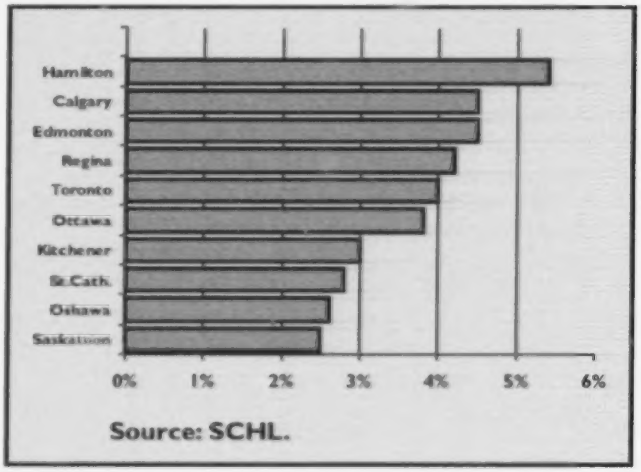
Dans certains marchés, les faibles gains réalisés au chapitre de la construction ont été largement annulés par le retrait de logements du parc locatif. C'est ce qui s'est produit à **Ottawa**, le marché locatif le plus serré au Canada, où la conversion de logements locatifs en logements de propriétaires-occupants a réduit la taille du parc d'immeubles d'initiative privée de trois logements et plus.

La conversion en logements en copropriété a également contribué a diminuer l'univers locatif de **Calgary**. Dans ce cas, toutefois, la baisse de l'emploi, la réduction du solde migratoire et la concurrence provenant du marché de l'accession ont contribué à l'augmentation du taux d'inoccupation en dépit de l'offre réduite.

Perspectives à court terme du marché locatif

L'interaction entre l'offre et la demande déterminera si les marchés locatifs continueront de se resserrer. Puisque la population de locataires potentiels continue de croître, la demande ne fera pas défaut.

Plus importantes hausses de loyers
Appartements de deux chambres, 1999



Source: SCHL.

Demande de logements locatifs

Actuellement, la demande est bien supérieure au nombre de mises en chantier et cette situation n'est pas nouvelle. Les données de recensement indiquent que les logements locatifs occupés ont augmenté au rythme de 37300 logements par année entre 1991 et 1996, et que le nombre de logements locatifs achevés dans les régions urbaines s'est établi, en moyenne, à seulement 20000 environ par année.

La SCHL estime que la demande (croissance des ménages locataires) se raffermira pour s'établir à près de 50000 logements par année entre 1996 et 2001. En 1997 et 1998, le nombre de logements locatifs achevés en région urbaine n'a totalisé qu'une fraction de la demande projetée, soit environ 7400 logements par année. De janvier à novembre 1999, le nombre de logements achevés n'a que légèrement dépassé ce chiffre.

La croissance de l'économie canadienne pourrait réduire la demande de logements locatifs à un niveau inférieur à celui indiqué ci-dessus en permettant à un plus grand nombre de personnes d'accéder à la propriété; toutefois, il est très improbable qu'une telle réduction soit suffisamment marquée pour éliminer l'écart important entre la demande et le nombre de mises en chantier. Quoi qu'il en soit, on pourrait également faire valoir l'argument selon lequel la progression des revenus fera augmenter la demande de logements locatifs, en permettant aux gens qui doivent cohabiter de déménager et de vivre de façon autonome. Le recensement de 1996 a démontré que le nombre de jeunes adultes habitant avec leurs parents, certains peut-être plus par nécessité que par choix, avait augmenté.

En somme, la demande de logements locatifs sera certainement plus élevée que les récents niveaux de construction locative. Au cours de la période de vingt-cinq ans allant de 1971 à 1996, les

ménages locataires ont représenté de 25 à 35 % environ de l'augmentation totale du nombre de ménages. Même en utilisant le pourcentage inférieur de cette fourchette, on peut s'attendre à ce que la demande de logements locatifs oscille autour de 40000 annuellement.

Offre de logements locatifs

L'exposé ci-dessus souligne le fait qu'une partie importante de la demande de logements locatifs est comblée par des sources d'offre autres que les mises en chantier, et que ces sources prennent de l'ampleur. Ce marché locatif secondaire comprend les appartements accessoires, les logements ajoutés au parc par les conversions, les logements de propriétaires-occupants convertis en logements locatifs et les logements en copropriété loués. En comparant les données sur le nombre total de ménages locataires avec celles sur le nombre de logements dans l'univers des appartements traditionnels, il semble que le marché secondaire représente jusqu'à 40 % de l'offre totale de logements locatifs au Canada. Manifestement, la croissance de ce vaste univers de logements locatifs non traditionnels aura une incidence sur le taux d'inoccupation des appartements traditionnels.

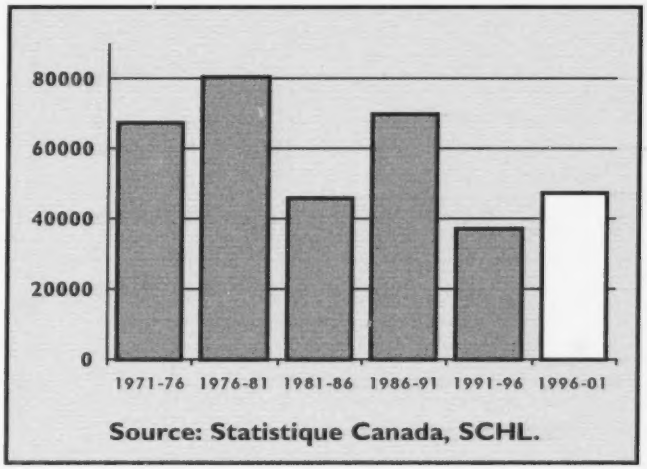
Les mises en chantier de logements locatifs pourraient-elles enregistrer une forte croissance? Dans une étude récente menée par la SCHL et intitulée *Comprendre les activités d'investissement dans le logement locatif privé au Canada*, on a découvert qu'il y avait un intérêt accru pour la construction de logements locatifs. Les investisseurs y voient des avantages, notamment des rentrées de fonds stables et de faibles risques comparativement aux investissement dans d'autres types d'immeubles. Ces deux avantages s'expliquent essentiellement par le taux d'inoccupation, qui est moins élevé et moins volatil que pour d'autres types d'immeubles. De plus, la relative stabilité du taux d'inoccupation reflète la demande soutenue de logements et le fait que les propriétaires-bailleurs ont plusieurs locataires individuels. Grâce au taux d'inoccupation plus stable, il est plus facile de prévoir les rentrées de fonds.

Cependant, l'étude indique également que le rendement du capital investi dans les nouveaux logements locatifs, bien que positif, est généralement inférieur au niveau de 15 % (rentrées de fonds nettes/avoir propre) que les promoteurs cherchent à obtenir. Des six villes visées par l'étude, seule **Halifax** pourrait atteindre ce niveau. Les frais d'aménagement, incluant les coûts du terrain et de la construction ainsi que les impôts fonciers, sont élevés par rapport aux loyers du marché. Le fait que le rendement soit inférieur à celui pouvant être réalisé sur les propriétés locatives existantes constitue un autre obstacle aux mises en chantier. Pour voir de quelle façon une province, en l'occurrence l'Ontario, tente d'améliorer les conditions d'investissement dans les logements locatifs, veuillez consulter l'article ci-joint.

Conclusions

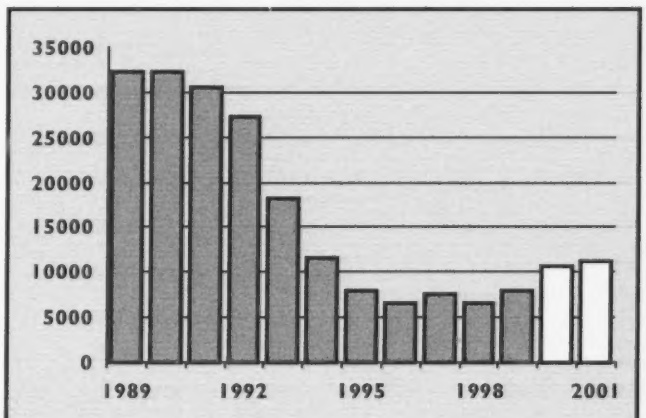
En raison de la hausse des loyers dans les marchés restreints, les mises en chantier de logements locatifs devraient augmenter

Demande de logements locatifs, Canada
Croissance annuelle du nombre de logements locatifs occupés



Source: Statistique Canada, SCHL.

Mises en chantier locatives
Régions urbaines du Canada



Source: SCHL.

d'environ 2500 logements cette année pour s'établir à 10600, soit le plus haut niveau depuis 1994. Malgré une croissance de plus de 20 %, le nombre de mises en chantier sera modeste par rapport à celui atteint au début des années 1990. L'Ontario obtiendra la majeure partie de la hausse, avec environ 2000 logements. Globalement, l'augmentation du niveau de construction locative cette année ne réussira qu'à combler la demande générée par la forte croissance de l'emploi, la migration et l'augmentation sous-jacente de la population de locataires potentiels. Par conséquent, le taux d'inoccupation dans tous les centres urbains se maintiendra à 2,4 %. Avec un taux d'inoccupation prévu de 0,9 %, **Ottawa** et **Kitchener** se partageront l'honneur d'avoir les marchés locatifs les plus restreints.

Pour obtenir les prévisions sur les mises en chantier de logements locatifs par province, veuillez consulter le tableau à la page 22.

Le tableau portant sur les indicateurs du marché de l'habitation local, aux pages 26 et 27, fournit des prévisions sur le taux d'inoccupation dans 27 marchés.

Loi sur la protection des locataires de l'Ontario Favoriser les investissements dans le logement locatif

Eric Adams, Conseiller principal en politiques
Ministère des Affaires municipales et du Logement de l'Ontario

L'adoption de la *Loi sur la protection des locataires*, le 17 juin 1998, n'est qu'une des initiatives entreprises par l'Ontario pour encourager l'investissement dans le logement locatif. Les autres initiatives sont notamment la *Loi sur le financement équitable des sociétés*, qui permet aux municipalités de créer une catégorie de propriété différente pour les nouveaux immeubles locatifs et qui classe tous les logements en copropriété dans la catégorie des propriétés résidentielles plutôt que dans la catégorie des collectifs d'habitation; les modifications apportées à la *Loi sur l'aménagement du territoire* qui simplifient le processus d'approbation lié à l'aménagement du territoire; les modifications apportées au *Code du bâtiment* de l'Ontario, qui visent à améliorer la rentabilité; et les modifications apportées à la *Loi sur les redevances d'exploitation*, qui réduisent le nombre de services pour lesquels les municipalités peuvent exiger des frais.

En mars 1999, le gouvernement a annoncé que d'autres initiatives seraient entreprises afin de favoriser les investissements du secteur privé : le programme de remise de la T.V.P. – une subvention visant à dédommager (jusqu'à un maximum de 2000$ par logement) les constructeurs de collectifs d'habitations abordables des coût de la taxe de vente provinciale sur les matériaux (jusqu'à 4000 logements pourraient être produits); l'utilisation de terrains appartenant au gouvernement pour construire des logements abordables – au moins 500 logements devraient être construits; et l'engagement d'allouer 50millions de dollars supplémentaires aux suppléments au loyer.

La *Loi sur la protection des locataires* s'applique à la plupart des propriétés résidentielles locatives de l'Ontario. Quelques types de logements locatifs sont exemptés, partiellement ou totalement, de certaines dispositions. Par exemple, les établissements comme les hôpitaux et les maisons de soins infirmiers sont totalement exemptés. Les logements locatifs neufs sont exemptés de la plupart des clauses relatives aux loyers.

Voici les principaux éléments de la loi qui favorisent l'investissement dans les logements locatifs existants et neufs :

Suppression des mesures de contrôle en cas d'inoccupation/application des mesures de contrôle des loyers. Lorsqu'un logement devient inoccupé, le propriétaire-bailleur peut négocier le montant du loyer avec le nouveau locataire sans être soumis à des contraintes réglementaires. Le système protège les locataires contre des augmentations de loyers vertigineuses, tout en tenant compte de la réalité du marché. Lorsqu'un nouveau locataire emménage, toutefois, les augmentations ultérieures du loyer sont soumises au taux légal prévu en vertu de cette loi.

Augmentations de loyer pour tenir compte des dépenses en immobilisations et des frais d'exploitation. Les augmentations de loyer supérieures au taux légal sont fondées sur trois critères: les dépenses en immobilisations, les frais d'exploitation relatifs aux services de sécurité (tous deux soumis à un plafond de 4% du taux légal par année) et les frais d'exploitation extraordinaires pour les services d'utilité publique ainsi que les redevances et impôts municipaux. Aucun plafond n'est prévu pour ces frais extraordinaires puisque les propriétaires-bailleurs ont peu ou pas de contrôle sur l'augmentation des coûts des services publics et des impôts fonciers.

Démolitions, affectations à un autre usage et réparations importantes. Le processus d'approbation municipal prescrit autrefois par la province a été aboli. La nouvelle approche en ce qui a trait aux démolitions, aux affectations à un autre usage et aux réparations importantes permet aux propriétaires-bailleurs de décider de la meilleure utilisation économique de leur propriété, tout en fournissant aux locataires un droit au maintien dans les lieux ainsi qu'à une indemnité. Certaines municipalités disposent de politiques officielles qui peuvent limiter les affectations à un autre usage et retarder les démolitions.

Simplification du processus d'éviction. Le propriétaire-bailleur peut évincer un locataire pour plusieurs motifs, notamment pour des arriérés de loyers, des dommages causés à la propriété, la commission d'un acte illégal ou la mise en péril de la sécurité du propriétaire-bailleur ou d'un autre locataire. Le processus d'éviction est simplifié : les auditions ont lieu plus rapidement et le processus se limite à une seule étape. Un processus allégé est prévu lorsqu'un locataire met sérieusement en péril la sécurité d'une autre personne.

Colombie-Britannique

Aperçu

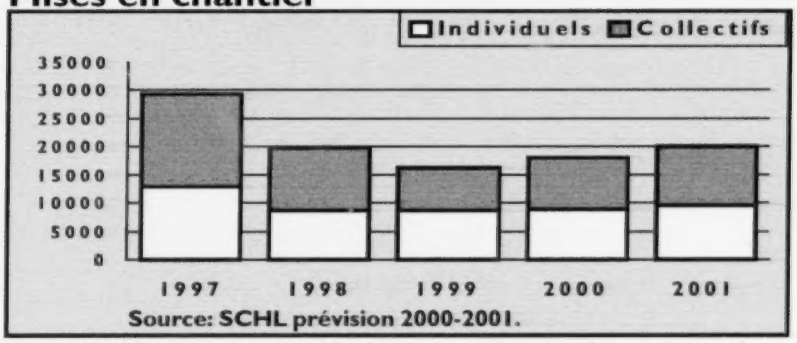
Amélioration des conditions à l'aube du millénaire.

Le marché du logement a atteint son plancher et commencera à donner des signes de reprise en l'an 2000, atteignant 18000 mises en chantier et grimpant jusqu'à 20000 en 2001.

Pour que la situation du marché atteigne un bon rythme de croisière, il faudra que la confiance des consommateurs, la croissance démographique et la situation économique s'améliorent. Alors que l'économie commence seulement à reprendre du poil de la bête grâce à la hausse du prix des produits de base, à une amélioration des exportations et à la reprise en Asie, l'établissement sera plus lent dans le cas de la croissance démographique et de la confiance des consommateurs.

Pour que les acheteurs locaux soient attirés sur le marché, les consommateurs doivent reprendre. Cet aspect est particulièrement important pour les promoteurs qui ciblent les accédants à la propriété et les jeunes couples. Une bonne nouvelle cependant : au cours des derniers mois on dénote une forte demande pour la construction d'ensembles d'habitation neufs dans les marchés où l'offre est insuffisante, en particulier à proximité de l'eau ou avec vue sur l'eau.

Mises en chantier



Source: SCHL prévision 2000-2001.

L'immigration nette vers les autres provinces a miné le marché du logement de la C.-B. L'accroissement démographique s'améliorera lentement et l'immigration interprovinciale se renversera à mesure que la croissance de l'emploi commencera à approcher des niveaux albertain et ontarien. Toutefois, de nombreuses collectivités tributaires des ressources verront leur population diminuer en l'an 2000. Par contre, les centres de villégiature, tels que **Pemberton** près du centre de ski Blackcomb, **Whistler**, **Tofino**, **Radium Hot Springs** et **Harrison Hot Springs**, continueront de voir leur population augmenter de plus de 2 % par année. Pour les promoteurs, il s'agit d'autant d'occasions de cibler le marché des membres de la génération du babyboom dans ces centres de petite taille.

En détail

Mises en chantier, maisons individuelles: Les mises en chantier de maisons individuelles continueront d'être stimulées par une forte demande dans tous les marchés. L'activité de construction de ce type de logements sera vigoureuse, atteignant 9000 logements en 2000 et 9500 en 2001.

Mises en chantier, logements collectifs: L'aménagement de maisons en rangée s'améliorera en raison d'une offre insuffisante dans les marchés clés et de la relative abordabilité de ce produit comparativement à la maison individuelle. Des débouchés s'offriront pour les ensembles d'habitation destinés aux adultes et offrant diverses commodités. La construction de logements en copropriété se fera dans les centres urbains, la clientèle visée étant les jeunes acheteurs des secteurs spécialisés et des services aux entreprises. Les acheteurs américains sont également intéressés par les appartements et les maisons en rangée. Les principaux marchés sont le centre-ville de **Vancouver**, les propriétés riveraines des **îles Gulf** et les centres de villégiature tels que **Whistler**.

Reventes: À mesure que la demande refoulée continue de croître, le marché de la revente se raffermit. La demande de logements neufs s'en trouvera stimulée, alors que des ménages essaieront de vendre leur maison pour en acheter une plus petite (maison en rangée ou copropriété) et réaliser ainsi un gain en capital sur leur maison individuelle.

Prix: Le prix des maisons continuera d'être stable et pourrait même grimper dans les marchés où l'offre est insuffisante. L'augmentation des prix sera compensée par la tendance à la hausse des taux hypothécaires et par les résultats de l'économie britanno-colombienne, laquelle accuse du retard par rapport aux autres régions. La stabilité du revenu disponible se traduira par une légère hausse du pouvoir d'achat des consommateurs.

Regard sur les GOÛTS

La popularité de l'architecture de type artisan

En Colombie-Britannique, la préférence des consommateurs ira aux maisons neuves simulant une architecture de style «artisan» ou de type Cape Cod. Les maisons à deux étages avec revêtement en bardeaux de cèdre et balcons traditionnels offrant des caractéristiques intérieures telles qu'une grande cuisine, trois chambres à coucher et un toit en voûte, seront populaires. Les maisons seront précâblées, ce qui donnera aux consommateurs un accès aux innovations technologiques. Le défi consistera à réaliser ces caractéristiques de manière «non futuriste». Si les nouveaux produits continuent d'entrer sur le marché au même rythme, la moitié des dispositifs utilisés pour faire fonctionner une maison normale en l'an 2005 ne sont pas encore inventés ou ne sont pas encore offerts sur le marché.

Contact: Charles King (604) 737-4096, cking@cmhc-schl.gc.ca

Alberta

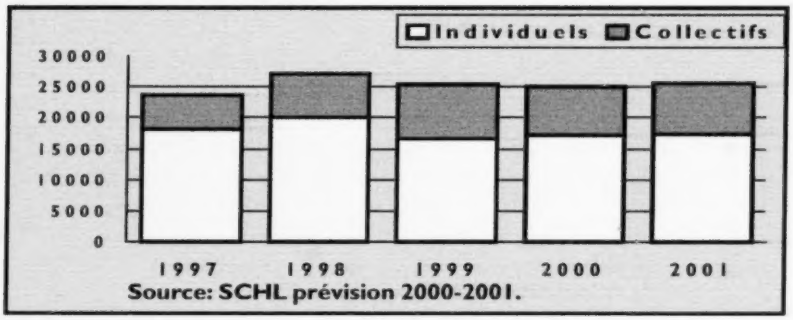
Aperçu

Perspectives de croissance économique continue, mais réduction de l'activité de construction en 2000 par suite d'une correction du marché collectif.

Les perspectives de l'économie albertaine s'améliorent, alors que la province tire profit de la flambée des prix de l'énergie. Après avoir comprimé leurs dépenses en 1998 et 1999, les entreprises du secteur de l'énergie augmentent considérablement leurs budgets de dépenses en immobilisations pour la période de prévision. Cette tendance se confirme par l'annonce récente par Shell Canada Ltée d'une hausse de ses dépenses en immobilisations de 4,1milliards de dollars au cours des cinq prochaines années. De tels investissements stimuleront l'emploi dans les secteurs de la construction et des services aux champs de pétrole, ce qui ajoutera à la progression considérable de l'emploi en Alberta.

Malgré une amélioration de la croissance économique et des facteurs économiques fondamentaux dans l'industrie pétrolière en l'an 2000, on prévoit un fléchissement total des mises en chantier de 1,3 % en Alberta. En effet, le volume total de mises en chantier subira une baisse alimentée par un redressement du marché surchauffé des collectifs d'habitation de **Calgary**.

Mises en chantier



Source: SCHL prévision 2000-2001.

Malgré une hausse des taux hypothécaires, les marchés de la revente de l'Alberta profiteront de la vigoureuse croissance de l'emploi à temps plein et de la reprise de confiance des consommateurs. L'activité du marché des logements à un cran supérieur multipliera le nombre de nouvelles inscriptions, de sorte que les acheteurs potentiels jouiront d'un plus grand choix.

Malheureusement pour les marchés du logement albertains, la reprise du secteur énergétique se produit alors que l'économie de la Colombie-Britannique sort de la récession et que l'économie ontarienne continue sa progression. Ces facteurs vont modérer le nombre d'immigrants dans la province. En 2000 et 2001, l'immigration nette glissera sous le sommet atteint en 1998, s'établissant à environ 21750 individus.

En détail

Mises en chantier, logements individuels: Après un fléchissement de 17 % des mises en chantier de maisons individuelles en 1999, la construction de ce type de logements enregistrera une progression modérée au cours des deux prochaines années. À surveiller : une hausse de la demande à l'égard des maisons d'accédants de la part d'acheteurs faisant face à des loyers toujours plus hauts et à un choix limité de maisons existantes abordables et de bonne qualité.

Mises en chantier, logements collectif: La construction de collectifs d'habitation va décliner d'environ 10 % en l'an 2000 en réaction à la surchauffe du marché des logements en copropriété à **Calgary**. Néanmoins, les logements collectifs neufs continueront de constituer une solution de rechange populaire et abordable par rapport aux maisons individuelles. La plus grande part de l'activité de construction de collectifs d'habitation concernera des logements offerts en propriété (maisons en rangée et appartements en copropriété). Le nombre de mises en chantier de logements locatifs demeurera faible, les loyers moyens ne justifiant pas la construction de ce type d'habitations.

Reventes : Les marchés de la revente se caractérisent par une demande stable, une hausse des prix et des conditions favorables au vendeur. On prévoit que les ventes atteindront les 43000 et 44000logements en 2000 et en 2001 respectivement, ce qui surpassera le record de 43693 atteint en 1997.

Prix : Une hausse des inscriptions par rapport aux ventes dans de nombreux marchés aura pour effet d'équilibrer les conditions jusqu'alors favorables au vendeur, ce qui limitera la hausse des prix, qui atteindra 4,3 % en 2000 et 3,5 % en 2001.

Regard sur les COÛTS DE CONSTRUCTION

L'effervescence du marché du logement américain contribue à une hausse des coûts de construction. Les promoteurs indiquent qu'en Alberta leurs dépenses ont augmenté à la suite d'une hausse du prix des plaques de plâtre, du bois d'oeuvre et des matériaux d'isolation, laquelle hausse est directement repassée au consommateur. En l'an 2000, on peut s'attendre à une hausse du prix des bardeaux d'asphalte et des produits de béton, qui contribueront à gonfler les coûts de construction.

Outre les matériaux de construction, une forte demande de main-d'oeuvre provenant du secteur non résidentiel fera monter le coût de la main-d'oeuvre pendant la période de prévision. Parmi les chantiers non résidentiels, mentionnons le projet des sables bitumineux de la rivière Muskeg, près de Fort McMurray, dans lequel Shell Canada Ltée investira 4 milliards de dollars.

Contact: Richard Corriveau (403) 515-3005, rcorrive@cmhc-schl.gc.ca

Saskatchewan

Aperçu

Les marchés du logement demeurent actifs malgré un ralentissement de l'économie.

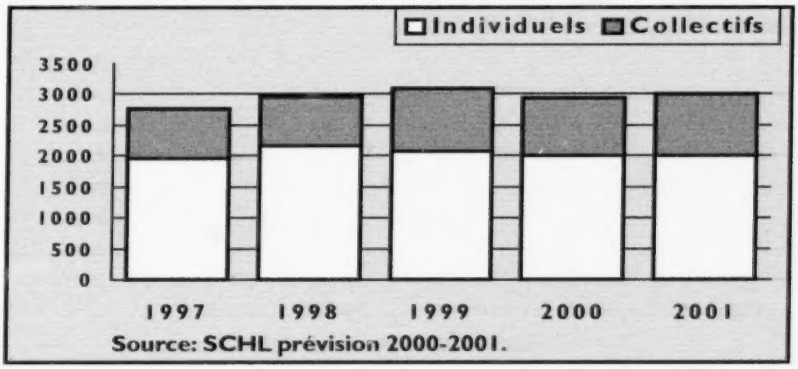
Les marchés du logement conserveront leur vigueur malgré la faible croissance économique dans la province. Les mises en chantier résidentielles atteindront ou dépasseront la barre annuelle des 3000 logements au cours de deux prochaines années, le niveau le plus élevé depuis plus de dix ans.

Voici deux aspects favorables du secteur de la construction résidentielle : 1) le rythme de la construction de collectifs d'habitation, principalement des copropriétés haut de gamme pour aînés et couples âgés sans enfants, se maintiendra; 2) la construction de maisons individuelles dans les secteurs ruraux de la Saskatchewan jouera également un rôle important.

Les marchés de la revente de la Saskatchewan connaissent un faible nombre d'inscriptions relativement aux ventes. On constate une pénurie importante de maisons d'accédants pour les ménages de locataires faisant face à une hausse de loyers. À surveiller : une nouvelle hausse des prix, alors que les acheteurs se disputeront des maisons à prix modeste dans des quartiers populaires.

Sur le plan économique, la récolte 1999 a été particulièrement bonne, en ce qui touche aux volumes, mais les prix sont demeurés dérisoires pour pratiquement toutes les céréales et graines oléagineuses. Les marchés mondiaux des ressources produites par la Saskatchewan ont connu une reprise à partir du milieu de 1999, un signe prometteur de croissance de l'emploi dans ce secteur en 2000 et en 2001. Dans le domaine du forage pétrolier, l'activité a déjà repris en réaction à la hausse des prix.

Mises en chantier



Source: SCHL prévision 2000-2001.

En détail

Mises en chantier, logements individuels: La construction de maisons individuelles en zone rurale semble s'envoler contrairement à toute logique, compte tenu des mouvements migratoires ruraux-urbains et de la faiblesse d'une économie agricole qui ne devrait pas connaître de reprise à court terme. Malgré ces facteurs négatifs, la demande refoulée dans l'ensemble de la Saskatchewan rurale et les besoins de logements dans les réserves contribueront à stimuler l'activité de construction de logements individuels en milieu rural.

Mises en chantier, logements collectifs: L'élément marquant de 1999 a été la construction de logements en copropriété pour répondre à la demande émanant de la cohorte florissante de personnes âgées dans la province. Bien que certains analystes prévoient une offre excédentaire de collectifs d'habitation, les ventes ont maintenu l'offre à un niveau équilibré de sorte que la production se poursuivra en 2000 et en 2001.

Reventes: La vente de maisons existantes a atteint un sommet alors que l'offre de maisons destinées aux accédants à la propriété a diminué dans la plupart des collectivités de la Saskatchewan. La hausse des loyers assurera une demande continue à l'égard des maisons existantes en 2000 et en 2001.

Prix: La hausse des prix des maisons existantes incitera davantage d'aînés de la Saskatchewan à utiliser leur avoir propre accumulé pour acheter un logement en copropriété. Les logements offerts avec bail viager se sont également avérés populaires. Cette situation devrait alléger, dans une certaine mesure, le problème de l'offre de maisons existantes.

Regard sur le MARCHÉ LOCATIF

Le taux d'inoccupation moyen des appartements sondés dans les villes de Saskatchewan a atteint 1,7 %, soit une faible variation par rapport à la moyenne d'octobre 1998 (1,6 %). Nous attribuons ce faible taux dans la plupart des villes à un niveau élevé d'immigration en provenance des secteurs ruraux de la Saskatchewan.

Une demande continue et une faible construction de logements locatifs ont permis aux propriétaires-bailleurs de hausser leurs loyers. À l'échelle de la province, les loyers moyens ont grimpé de près de 3 % comparativement aux chiffres de l'an dernier.

À surveiller : la faiblesse des taux d'inoccupation et la hausse des loyers en 2000 et en 2001.

Contact: Paul Caton (306)975-4897, pcaton@cmhc-schl.gc.ca

Manitoba

Aperçu

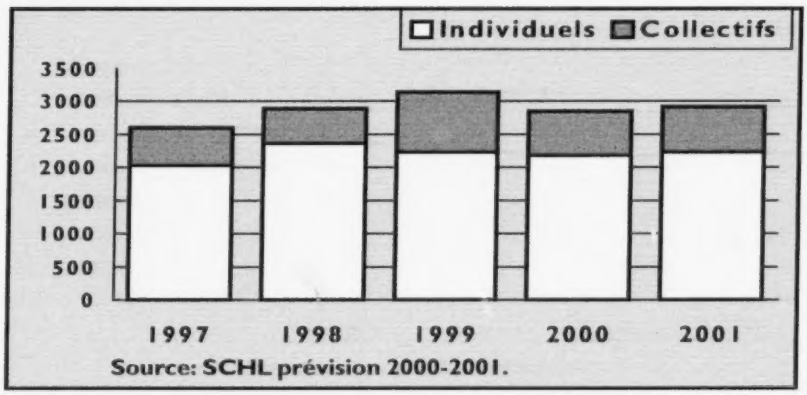
Les marchés du logement du Manitoba stimulés par la croissance de l'emploi et la confiance des consommateurs.

Les facteurs économiques fondamentaux soutiennent les perspectives de construction résidentielle au Manitoba. L'an dernier, le marché du logement a dépassé les attentes., la construction résidentielle connaissant une hausse de 8,2 % tandis que le nombre de mises en chantier dépassait les 3000 logements. La plus grande part de cette croissance est surtout attribuable aux appartements et aux maisons en rangée.

On prévoit que les mises en chantier fléchiront de 9 % cette année, les promoteurs observant une pause pour permettre l'écoulement des logements faisant partie de collectifs d'habitation. Toutefois, on prévoit que l'activité de construction reprendra l'année prochaine. Une forte progression de l'emploi et une hausse des salaires, conjuguées à des baisses d'impôt au fédéral et au provincial, alimenteront la demande de logements neufs et existants. Dans les régions rurales, qui ont été touchées par de mauvaises récoltes, on observera une certaine croissance par suite de l'amélioration des conditions d'agriculture et de la hausse du prix des produits de base.

La fin du lock-out à la mine de nickel Inco à **Thompson** stimulera la production minière et les activités de transformation connexes. Le secteur primaire devrait connaître une reprise cette année, et le PNB réel augmentera de 2,4 %. La position financière du Manitoba demeure solide, alors que le rapport de la dette au PNB diminue. En outre, on prévoit que l'émigration va fléchir à la faveur des bonnes perspectives d'emploi.

Mises en chantier



Source: SCHL prévision 2000-2001.

En détail

Mises en chantier, logements individuels: À la suite de la hausse des taux hypothécaires, beaucoup d'acheteurs ont décidé d'acheter une maison neuve avant que les taux n'atteignent des niveaux plus élevés. On prévoit que le nombre de mises en chantier atteindra 2180 cette année. Cet élan devrait se poursuivre en 2001, avec une croissance de 2,3 %.

Mises en chantier, logements collectifs: Les mises en chantier de collectifs d'habitation fléchiront de 26 % cette année pour connaître une reprise en 2001. Le bond qu'avait connu la construction d'appartements en 1999 se traduira par une offre considérable de logements collectifs qui devraient pénétrer le marché vers le milieu de l'année. Quand le marché se sera corrigé, on prévoit une hausse de l'activité pour répondre aux besoins de la population vieillissante.

Reventes: Les marchés de la revente se sont resserrés à la suite d'une baisse du nombre des inscriptions. La plupart des centres urbains connaissent des conditions de marché équilibrées. La SCHL prévoit que 10750 maisons seront revendues cette année et qu'il y aura un léger ralentissement en 2001, alors que les acheteurs, manquant de choix, se tourneront vers le marché de la maison neuve.

Prix: On prévoit que le prix moyen des logements va augmenter de 1 % en 2000 et en 2001. Malgré la hausse de l'activité touchant les logements à un cran supérieur, la SCHL prévoit que les accédants à la propriété seront plus actifs au cours de la prochaine année, ce qui limitera la hausse des prix en raison de l'augmentation des ventes des maisons d'accédants.

Regard sur le MARCHÉ LOCATIF RURAL

Déclin des taux d'inoccupation

La vigueur de l'économie manitobaine conjuguée à la faiblesse de la construction de logements locatifs a eu pour effet de réduire les taux d'inoccupation dans l'ensemble du Manitoba rural. Selon l'Enquête biannuelle sur les marchés locatifs ruraux du Manitoba de 1999, le taux d'inoccupation général des immeubles locatifs d'initiative privée s'établira à 3 % en 1999, en baisse par rapport à 1997 (3,6 %).

Pour la prochaine enquête en 2001, on prévoit que les taux demeureront faibles, alors que l'économie du Manitoba continuera de connaître de bons résultats. Cette situation devrait augmenter les débouchés futurs de construction dans le domaine du logement locatif.

Contact: David Stansen (204) 983-5648, dstansen@cmhc-schl.gc.ca

Ontario

Aperçu

L'emploi attire les gens comme un aimant.

Le cycle de construction résidentielle de l'Ontario a atteint une phase d'expansion, alors que le niveau des mises en chantier est approximativement à mi-chemin entre le sommet de 1987 et le creux de 1995. Le nombre de mises en chantier a fait un bond l'an dernier, en particulier en raison du regain qui a suivi la grève sur les chantiers de construction qu'a connu la région de **Toronto** l'année précédente, mais surtout en raison d'un mouvement de formation des ménages stimulé par l'emploi.

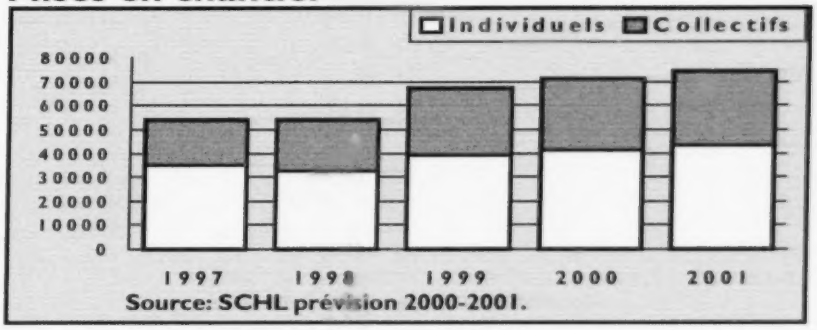
Les marchés résidentiels de la province demeureront parmi les premiers au Canada pour deux raisons principales : une croissance de l'emploi et une immigration plus fortes que la moyenne. Les perspectives d'emploi attireront des immigrants de l'étranger et des migrants d'autres provinces, qui auront besoin de se loger.

Au cours des deux dernières années, la création d'emploi a atteint un niveau comparable à celui du boum du logement de la fin des années 1980. Alors que la croissance de l'économie américaine et que l'amélioration de l'économie mondiale ajoutent au mouvement, les marchés de l'habitation ne seront pas aussi effervescents qu'au cours de cette période, surtout parce que les membres de la génération du babyboom sont plus âgés, mais également parce que la population de l'Ontario n'augmente pas aussi rapidement.

Avec l'âge, les membres de la génération du babyboom sont devenus prospères et la plupart ont acheté leur première maison. Certains la vendront pour encaisser leur avoir propre et s'offrir la maison de leur rêve, plus opulente.

Des frais de financement hypothécaire abordables et de bonnes perspectives d'emploi continueront de stimuler les marchés de la revente. De nombreux accédants à la propriété, qui préfèrent souvent les maisons existantes, envahiront les marchés.

Mises en chantier



Source: SCHL prévision 2000-2001.

En détail

Mises en chantier, logements individuels: Le volume des mises en chantier s'est accru de 20 % l'an dernier et continuera de croître. La réalisation de gains d'avoir propre et l'arrivée d'une portion de la population de l'Ontario à une période de leur vie à revenu élevé stimuleront la construction de cette forme de logement des plus populaires mais également très coûteuse.

Mises en chantier, logements collectifs: Les mises en chantier de collectifs d'habitation ont bondi du tiers en 1999, alors que l'on prévoit des niveaux encore plus élevés. La plupart des mises en chantier concernent des logements en propriété : maisons en rangée et logements en copropriété. La demande démographique stimulera la construction de logements locatifs, mais les niveaux demeureront à un creux historique.

Reventes: Des taux hypothécaires abordables et la création d'emplois ont joué leur rôle. Un nombre record de maisons existantes ont changé de mains en 1999, et les marchés continueront de croître.

Prix: L'accroissement de la demande et une offre stable de maisons existantes ont favorisé une hausse des prix de l'ordre de 4 %. L'an dernier, le prix de revente moyen a atteint un sommet pour la décennie. Cette année, il dépassera finalement la moyenne de 179040 $ établie en 1989.

Regard sur les TAUX D'INOCCUPATION DES LOGEMENTS LOCATIFS

Les marchés locatifs se sont resserrés en 1999 et la tendance se poursuit. Le taux d'inoccupation des appartements s'est établi à 2,1 % en Ontario comparativement à 2,6 % l'année précédente. Les loyers moyens ont grimpé de 3,5 %.

La création d'emplois et un afflux démographique dans le sud de l'Ontario ont réchauffé les marchés locatifs notablement plus que dans le nord, où les perspectives d'emploi sont plus minces. Les taux d'inoccupation ont baissé dans huit des dix régions métropolitaines de recensement de l'Ontario. Les marchés les plus vigoureux sont ceux d'Ottawa et de Toronto avec des taux de 0,7 et 0,9 % respectivement. C'est à Sudbury et à Thunder Bay que le taux est le plus élevé (11,1 et 7,5 % respectivement).

Trois principaux facteurs de demande continueront de resserrer les marchés locatifs au cours des prochaines années : les emplois à temps plein, une immigration élevée et la croissance de la population de jeunes adultes en Ontario. Règle générale, les jeunes et les immigrants sont locataires jusqu'à ce que leur situation leur permette d'acheter une maison.

Contact: Alex Medow (416) 218-3344, amedow@cmhc-schl.gc.ca

Québec

Aperçu

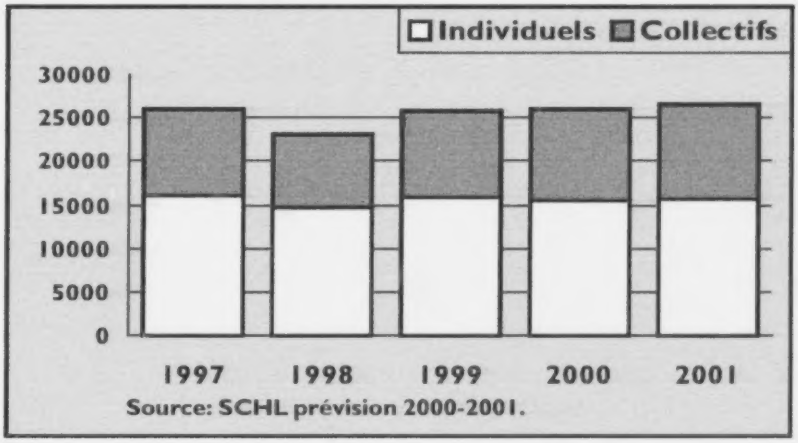
L'emploi : facteur de croissance pour l'activité domiciliaire.

Selon nos prévisions, le taux de chômage continuera de baisser au cours de l'an 2000 et 2001. Ainsi, le taux de chômage atteindra 9 % en 2000 et 8,6 % en 2001. La croissance de l'emploi se maintiendra à 1,6 % durant cette même période.

La vigueur du marché de l'emploi sera un facteur positif pour l'activité domiciliaire. Ainsi, ce sont les accédants à la propriété, un groupe composé en majorité de jeunes ménages, qui pourront le plus bénéficier d'un contexte économique favorable, tel que l'indiquait récemment l'Indice de confiance des consommateurs du Conference Board.

Compte tenu des perspectives d'emploi, les mises en chantier pour l'ensemble du Québec atteindront respectivement 26 000 et 26 600 logements en 2000 et en 2001. Quant aux ventes S.I.A., elles avoisineront 46 500 logements en l'an 2000 et 2001. Le marché de la revente s'orientera également vers un meilleur équilibre entre acheteurs et vendeurs.

Mises en chantier



Source: SCHL prévision 2000-2001.

En détail

Mises en chantier, logements individuels: Les mises en chantier de logements individuels isolées atteindront respectivement 15 500 et 15 700 logements en l'an 2000 et 2001. L'activité dans ce secteur sera soutenue par la bonne performance de l'emploi dans les grandes régions métropolitaines. Mentionnons également que la forte activité du secteur de la revente favorisera la demande de maisons neuves de la part des acheteurs d'une deuxième ou d'une troisième maison.

Mises en chantier, logements collectifs: Ils augmenteront de 5,2 % en 2000 puis de 4,1 % en 2001. Le nombre de mises en chantier de maisons jumelées et en rangée dépassera 3 200, ce qui représente une variation de 15,5 % en 2000 et de 2.5 % en 2001. Le rétrécissement de l'écart de prix entre le marché de l'existant et celui du neuf dirigera les premiers acheteurs vers ce dernier. Quant à elles, les mises en chantier d'appartements et de copropriétés demeureront sensiblement au même niveau, soit près de 7 500 logements durant cette période. Selon nos prévisions, le marché locatif continuera de s'améliorer dans l'ensemble des régions métropolitaines du Québec avec une baisse attendue du taux d'inoccupation.

Reventes: L'activité du secteur de la revente sera robuste au cours des deux prochaines années mais ne franchira pas d'autres records et demeurera sous la barre des 50 000 logements.

Prix: L'L'écart de prix entre les maisons existantes et neuves diminuera au cours des deux prochaines années. La croissance des prix prévue pour les maisons existantes et neuves restera dans la même fourchette de 1,3 % à 1,5 % en l'an 2000 et 2001.

Regard sur la DÉMOGRAPHIE

Le solde migratoire restera positif au cours de la période de prévision, à un niveau d'environ 7 000 personnes par année.

Les projections démographiques démontrent que le groupe des moins de 25 ans et celui des 25-44 ans représenteront chacun un peu plus de 30 % de la population totale en l'an 2001. De leur côté, les 45-64 ans composeront plus de 25 %. Les aînés atteindront 13 % de la population. En termes de croissance, les deux premiers groupes continueront de diminuer à un rythme de près de 1 %. Les 45-64 ans augmenteront de 2,9 % et les aînés de 2 %.

Contact: Bruno Duhamel (514) 283-4488, bduhamel@cmhc-schl.gc.ca

Nouveau-Brunswick

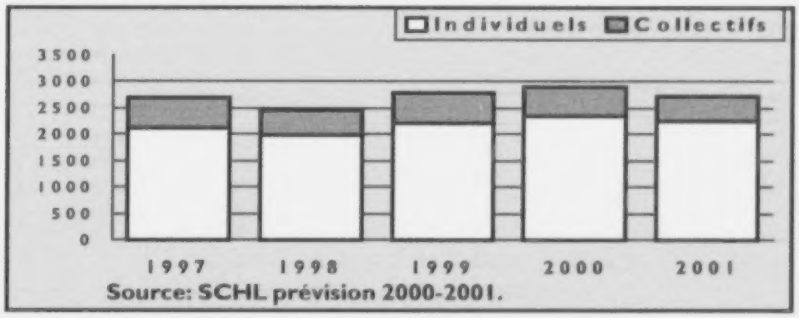
Aperçu

La construction de maisons individuelles maintiendra un rythme soutenu.

Le marché du logement du Nouveau-Brunswick devrait connaître une autre excellente année en 2000, alors que les investissements dans la construction de mégaprojets auront des effets maximums sur l'économie provinciale. Même si la croissance économique et la création d'emplois ralentiront par rapport au rythme accéléré de 1999, on prévoit que la confiance des consommateurs demeurera élevée et que le chômage continuera d'être relativement faible pendant une grande portion de l'année 2000.

Malgré l'achèvement du projet de l'île de Sable, la construction secondaire du gazoduc, l'expansion de la raffinerie Irving et le projet de l'autoroute Moncton-Fredericton, continueront de soutenir la croissance économique au Nouveau-Brunswick jusqu'en 2001. Les retombées de ces projets atteindront un sommet en 2000, les secteurs des services aux entreprises, du commerce au détail et de la construction résidentielle se partageant le gâteau.

Mises en chantier



Source: SCHL prévision 2000-2001.

Cette année, on prévoit que l'activité de construction et les marchés de la revente s'amélioreront par rapport à 1999. À surveiller : le marché de la revente devrait atteindre un niveau comparable au record de l'an dernier et les prix devraient continuer de grimper modestement tout au long de l'an 2000. Une demande plus faible affaiblira le marché de la revente en 2001.

Le rythme de la construction de maisons individuelles demeurera élevé en 2000 en raison du resserrement du marché de la revente, lequel rend les maisons neuves plus attrayantes pour bon nombre de futurs acheteurs.

La construction de collectifs d'habitation fléchira légèrement par rapport au rythme soutenu de l'an dernier, mais les marchés locatifs vigoureux de **Moncton** et de **Fredericton** soutiendront la production considérable de logements locatifs en 2000.

En détail

Mises en chantier, logements individuels: Le resserrement des conditions du marché de la revente et la légère amélioration des mises en chantier en milieu rural contribueront au maintien d'un rythme soutenu de la construction de maisons individuelles. On prévoit que davantage d'acheteurs choisiront une maison neuve pour répondre à leurs besoins de logement devant le rétrécissement de l'offre de maisons existantes offertes à des prix en hausse constante.

Mises en chantier, logements collectifs: La chute des taux d'inoccupation dans les grands centres urbains du Nouveau-Brunswick servira de catalyseur à une nouvelle année occupée pour les promoteurs de logements locatifs. La montée de la demande l'an dernier attribuable à l'arrivée d'immigrants intra- et interprovinciaux cherchant du travail se résorbera en 2000, mais les promoteurs anticipent de nouveaux projets et sont prêts à tirer profit des conditions d'offre insuffisante de certains sous-marchés de **Fredericton** et de **Moncton**.

Reventes : Dans la foulée de l'année record de 1999, le marché de la revente devrait égaler les résultats de l'an dernier en 2000, la confiance des acheteurs demeurant élevée. Toutefois, on prévoit qu'un moins grand nombre d'inscriptions et un retrait de la demande vont freiner l'activité de vente au cours du quatrième trimestre de l'an 2000 et en 2001.

Prix : Le prix de vente SIA moyen devrait dépasser les 90 000 $ cette année, même si la croissance des prix ne maintiendra pas le rythme rapide qu'elle avait en 1999, à mesure que les conditions d'abordabilité vont se détériorer. L'affaiblissement de la demande et la concurrence exercée par la construction de maisons neuves devraient limiter les possibilités de hausses de prix en 2001.

Regard sur SAINT JOHN

La reprise économique profite au logement

L'expansion de la raffinerie Irving, la construction du nouveau centre des connaissances Xerox et une industrie florissante des centres d'appels favorisent la vigueur de l'économie locale à Saint John, ce qui devrait avoir des retombées considérables sur le marché du logement cette année.

On prévoit que les mises en chantier de logements individuels augmenteront de 20 %, tandis que les mises en chantier totales grimperont de 31 % en 2000. Les ventes SIA devraient croître de 3,6 % et le prix SIA moyen de 1,8 % en 2000. On prévoit que le taux d'inoccupation passera de 5,2 à 4,8 % en 2000. L'Indice des prix des logements neufs devrait augmenter de 2 % en 2000.

Contact: David McCulloch (902) 426-4686, dmccullo@cmhc-schl.gc.ca

Nouvelle-Écosse

Aperçu

La vigueur continue du marché de Halifax soutiendra l'activité dans le domaine du logement au cours de l'an2000.

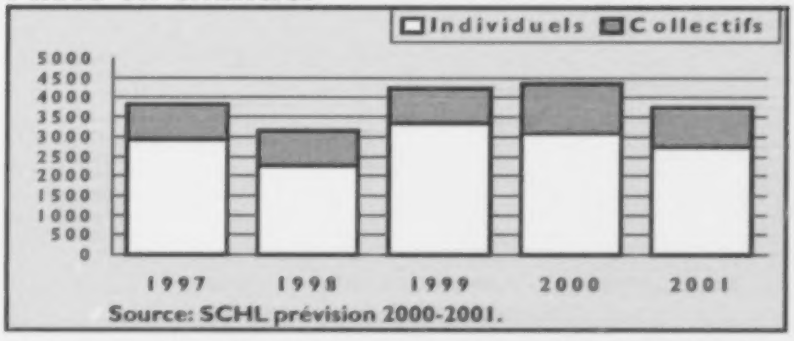
Une nouvelle progression de la construction de collectifs d'habitation concentrés sur le marché de **Halifax** amènera une nouvelle année de prospérité pour les marchés du logement en Nouvelle-Écosse. Le niveau des mises en chantier sera à la hausse pour la deuxième année consécutive, tandis que le rendement du marché de la revente sera à peine moins élevé qu'en 1999, une année record.

La croissance économique ralentira avec l'achèvement du projet énergétique de l'île de Sable ce qui limitera la croissance de l'activité dans le domaine de l'habitation. Toutefois, le projet d'aménagement du réseau de distribution de gaz naturel d'une valeur de 1 milliard de dollars débutera, ce qui compensera partiellement la fin de la composante maritime de ce projet de plusieurs milliards de dollars. Une nouvelle année record dans le domaine du tourisme et la croissance continue de l'activité portuaire contribueront également à l'activité économique.

Le marché de **Halifax** dominera l'activité en matière d'économie et d'habitation, puisqu'il représentera près des deux tiers des mises en chantier et des reventes.

Abstraction faite de l'importance du marché de Halifax, le reste de la province connaîtra également des résultats favorables, même si le rythme y sera quelque peu plus lent. Une exception à ce chapitre : la **municipalité régionale de Cap-Breton**, où d'importantes pertes d'emplois vont contribuer à affaiblir une économie déjà affaiblie.

Mises en chantier



Source: SCHL prévision 2000-2001.

En détail

Mises en chantier, logements individuels: L'activité de construction ralentira légèrement alors que la demande de maisons neuves s'allégera par rapport aux résultats très élevés de 1999. Cet affaiblissement de la demande sera attribuable au ralentissement de l'économie et de la croissance de l'emploi. Le déclin du secteur de la construction résidentielle sera limité par le maintien de la confiance des consommateurs et une offre relativement faible de maisons existantes sur le marché.

Mises en chantier, logements collectifs: La bonne saison de construction enregistrée en 1999 sera surpassée en 2000, alors que le nombre de mises en chantier de collectifs d'habitation atteindra le plus fort niveau en cinq ans. Le marché de **Halifax** dominera ce segment de l'activité au cours de la nouvelle année, puisqu'il représentera, selon les estimations, 80 % des mises en chantier dans la province. Même si la majeure portion de la construction de logements collectifs concernera des appartements locatifs, la production de logements en copropriété (un secteur traditionnellement mou) montrera des signes d'activité, plusieurs chantiers étant prévus en 2000.

Reventes: Les marchés de la revente se replieront après une année record en 1999. Toutefois, les 8400 maisons vendues au cours de la prochaine année constitueront le deuxième meilleur résultat jamais enregistré en Nouvelle-Écosse.

Prix: Une forte demande et une offre limitée imprimeront une pression à la hausse sur le prix des maisons au cours des deux prochaines années. La poursuite des bonnes conditions d'abordabilité et la vigueur de la demande provenant des acheteurs à un cran supérieur maintiendront le prix moyen des maisons au-delà des 100 000 $ pour les deux prochaines années (un niveau record en Nouvelle-Écosse).

Regard sur l'EMPLOI

La création d'emplois atteint des sommets vertigineux

Les résultats récents et prévus dans le domaine de l'habitation en Nouvelle-Écosse ne sont pas surprenants compte tenu du nombre d'emplois créés au cours des deux dernières années. De 1997 à 1999, 23 000 emplois ont été créés, une progression énorme selon les standards néo-écossais. On constate que les gains réalisés sont dans les secteurs des produits et des services, le projet de l'île de Sable et l'aménagement des centres d'appels comptant pour beaucoup à cet égard.

Même si le rythme de la création d'emplois ne pourra se maintenir, on prévoit une nouvelle progression de 12 000 postes au cours des deux prochaines années. Forte d'un plus grand nombre d'individus sur le marché du travail, la province verra ses marchés du logement continuer de connaître un bon rendement.

Contact: Todd Selby (902) 426-8465, tselby@cmhc-schl.gc.ca

Île-du-Prince-Édouard

Aperçu

Le marché du logement de l'Île conserve sa vigueur.

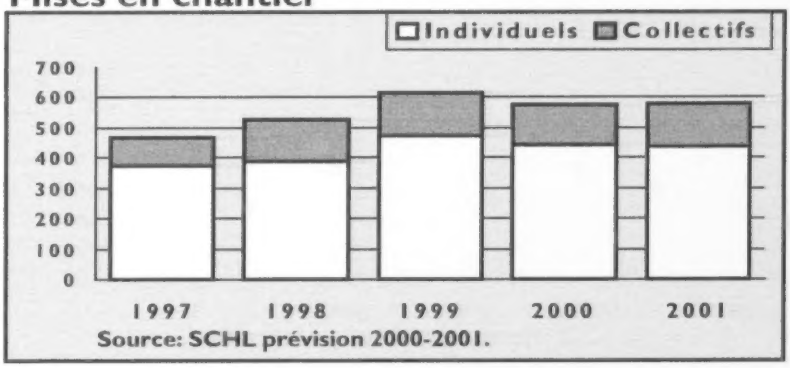
L'emploi n'a pas connu de croissance importante en 1999. Toutefois, la forte confiance des consommateurs, conjuguée à des taux d'intérêts hypothécaires favorables, a continué à stimuler la demande de logements.

En 1999, les mises en chantier résidentielles totales ont grimpé à leur niveau le plus élevé depuis 1994. On prévoit des niveaux plus faibles en 2000, même si l'activité demeurera forte d'un point de vue historique.

L'activité de vente de maisons existantes a conservé son rythme l'an dernier et devrait dépasser le record de l'année 1998. Toutefois, cette demande plus élevée de maisons existantes en 1999 raccourcira la liste des inscriptions et occasionnera une légère baisse des ventes SIA en 2000, ce qui brisera la tendance ascendante amorcée en 1995. Le resserrement du marché de la revente imprimera une pression à la hausse sur les prix en l'an 2000. Par conséquent, on peut s'attendre que les prix SIA moyens seront à la hausse pour la période de prévision.

Le produit national brut n'a pas augmenté l'an dernier au même rythme qu'il le faisait vers le milieu des années 1990, alors que l'Î.-P.-É. dominait le pays à ce chapitre. Toutefois, l'économie de l'Île continuera d'afficher une solide croissance, au-dessus des 2 % pour la période de prévisions, le Pont de la Confédération contribuant à créer un nouveau climat d'investissement. L'amélioration de l'accessibilité et la baisse des coûts du transport rendues possibles par la construction de ce lien fixe contribueront à soutenir des rendements favorables pour les principaux secteurs clés, notamment la fabrication, le tourisme et la construction.

Mises en chantier



Source: SCHL prévision 2000-2001.

En détail

Mises en chantier, logements individuels: L'amélioration de la confiance des consommateurs et la baisse de l'offre de logements existants abordables dans la région de **Charlottetown** amènera les acheteurs potentiels à opter pour le marché de la maison neuve. Voilà pourquoi, en l'an 2000, les mises en chantier de maisons individuelles approcheront le niveau élevé atteint en 1999.

Mises en chantier, logement collectifs: On prévoit que les mises en chantier de collectifs d'habitation connaîtront un fléchissement en 2000. La construction d'appartements neufs va également décliner légèrement l'année prochaine, tout en demeurant forte.

Reventes: Il est improbable que les ventes conclues en l'an 2000 égaleront le record atteint en 1999, en raison d'un resserrement du marché de la revente dans la région de **Charlottetown**. On prévoit que les ventes atteindront 1 150 logements en 2000, ce qui constitue un niveau encore très favorable.

Prix: L'amélioration de la demande à l'égard des logements existants dans la région de **Summerside**, combinée à la pénurie de logements existants abordables à **Charlottetown**, créera une pression à la hausse sur les prix. Le prix SIA moyen devrait grimper de 1,8 % en 2000.

Regard sur la MIGRATION

L'émigration de jeunes travailleurs continue

L'amélioration de l'économie de l'Î.-P.-É. et sa popularité croissante comme lieu de retraite continuent d'attirer les chercheurs d'emplois âgés provenant des autres provinces. Les dernières données sur les mouvements de migration montrent que près de 55 % de tous les immigrants au cours des six dernières années sont des personnes de 45 ans et plus. C'est là un des principaux facteurs contribuant à l'accroissement de la demande à l'égard de logements individuels au cours des dernières années.

Toutefois, l'émigration de jeunes adultes cherchant de l'emploi ailleurs au Canada a augmenté au cours de la même période. L'Î.-P.-É. a connu une émigration d'individus de 18 à 24 ans pour la cinquième année consécutive en 1998.

Contact: Benoit Champoux (506) 851-2742, bchampou@cmhc-schl.gc.ca

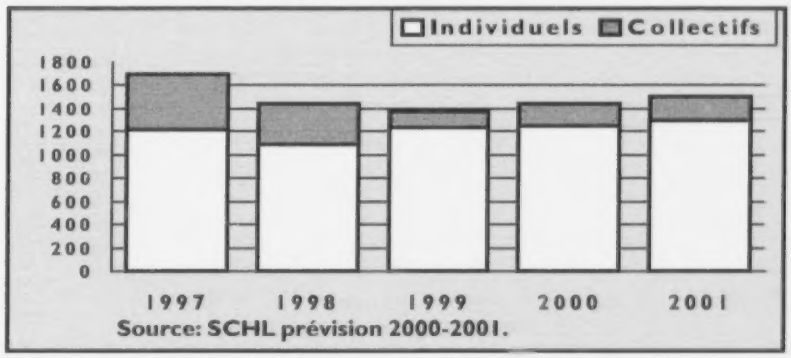
Terre-Neuve

Aperçu

L'économie provinciale fait flèche de tout bois et devrait continuer de tourner à plein régime au cours des prochaines années, ce qui devrait contribuer à stimuler la demande de logements.

L'économie de Terre-Neuve, qui a connu une vigoureuse expansion au cours des dernières années, continuera au même rythme à l'entrée du nouveau millénaire. Une nouvelle expansion du secteur des hydrocarbures, illustrée par les premières extractions de pétrole du projet Terra Nova l'an prochain, le rétablissement continu des stocks de poissons de fond et le lancement prévu d'un certain nombre de mégaprojets sont quelques-uns des principaux événements qui influeront sur la conjoncture économique au cours des prochaines années et au-delà. L'amélioration des marchés de la main-d'oeuvre et de l'immigration, conjuguée avec une forte croissance des salaires, maintiendra le moral des consommateurs et stimulera les marchés du logement de la province.

Mises en chantier



Source: SCHL prévision 2000-2001.

À mesure que l'expansion économique élargit sa base, la demande de logements dans des secteurs à l'extérieur de la région de **St. John's** devrait également s'améliorer. Néanmoins, **St. John's** maintiendra sa domination, à titre de principal centre de la province, alors que l'on prévoit à nouveau que son marché du logement va surpasser celui de la province dans son ensemble.

L'immigration associée à l'expansion de l'industrie des hydrocarbures et une demande soutenue des acheteurs à un cran supérieur soutiendront la vigueur des ventes SIA. Les mises en chantier de logements seront légèrement stimulées par le resserrement des conditions des marchés locatifs et existants, par l'expansion de la population des personnes âgées et par la reprise de l'économie dans les secteurs ruraux.

En détail

Mises en chantier, logements individuels: On continuera d'observer un manque de logements existants de bonne qualité, en particulier au sommet du marché, ce qui maintiendra les mises en chantier de maisons individuelles à leur niveau actuel pour l'an 2000. La croissance des salaires et le maintien de la demande alimentée par les immigrants attirés par les projets pétroliers provoqueront une légère hausse de l'activité de construction de ce type de logements en 2001.

Mises en chantier, logements collectifs: L'offre excédentaire des marchés locatifs de la province, la conversion de logements locatifs en logements en copropriété et l'attrait décroissant à l'égard des jumelés et des duplex en faveur des maisons individuelles maintiendront à la baisse l'activité de construction pour les logements collectifs au cours de la période de prévision. Toutefois, l'investissement dans le logement locatif visant à répondre aux besoins d'une population croissante de personnes âgées stimulera les mises en chantier de logements collectifs en l'an 2000, lesquelles se maintiendront pendant l'année suivante.

Reventes: La demande provenant des acheteurs à un cran supérieur demeurera vigoureuse, le marché de la revente devant augmenter légèrement par rapport au niveau record atteint en 1999. Le manque de logements existants de bonne qualité entraînera une portion de la demande vers le marché des maisons neuves et contribuera à limiter la progression des ventes SIA.

Prix: La dynamique de l'offre et de la demande conjuguée à la vigueur du segment supérieur du marché soutiendra la hausse des prix. Dans les centres urbains, cette hausse continuera d'être compensée par les résultats inférieurs dans les régions périphériques.

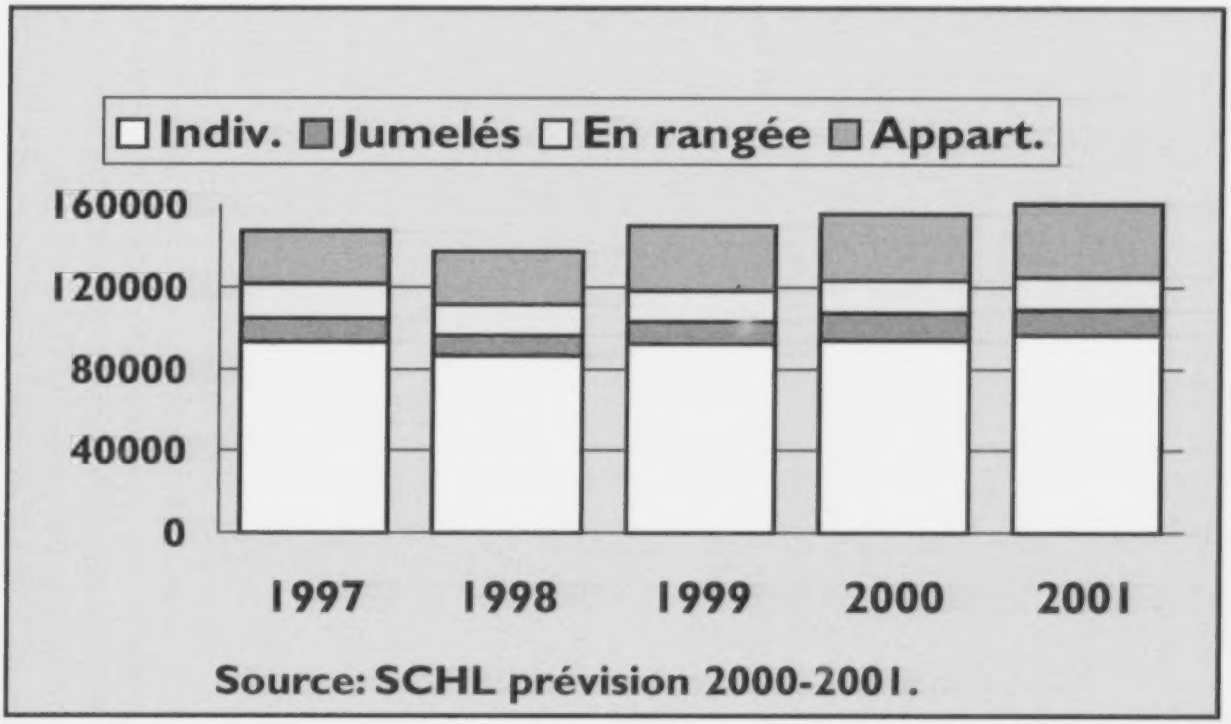
Regard sur la MIGRATION

Déclin marqué de l'émigration

Au cours du dernier quart de siècle, Terre-Neuve a perdu en moyenne environ 4 500 personnes par année. À la suite de la crise des pêcheries du début des années 1990, le niveau d'émigration a augmenté de façon importante. Bien que le solde migratoire demeure en deçà des niveaux historiques, les dernières données suggèrent qu'une profonde amélioration est en cours. Après avoir atteint un sommet record en 1997-1998, l'émigration a connu un déclin accentué, chutant de près de 50 % au cours des douze derniers mois. Cette tendance devrait se poursuivre à long terme, alors que la vigueur des marchés de la main-d'oeuvre découlant d'une reprise économique soutenue encourage les gens à demeurer dans la province. La combinaison de la croissance de l'emploi et la réduction de l'émigration entraîneront une réduction graduelle de l'offre excédentaire de logements et stimuleront de nouveaux investissements.

Contact: Brian Martin (709) 772-4034, bmartin@cmhc-schl.gc.ca

Mises en chantier par type de logement



Source: SCHL prévision 2000-2001.

Mises en chantier totales
(logements et var. annuelle en pourcentage)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000 (P)	2001 (P)
T-N	1712	2034	1696	1450	1371	1450	1500
%	(23.7)	18.8	(16.6)	(14.5)	(5.4)	5.8	3.4
I-P-É	422	554	470	524	616	575	580
%	(36.9)	31.3	(15.2)	11.5	17.6	(6.7)	0.9
N-É	4168	4059	3813	3137	4250	4350	3750
%	(12.2)	(2.6)	(6.1)	(17.7)	35.5	2.4	(13.8)
N-B	2300	2722	2702	2447	2776	2900	2715
%	(28.2)	18.3	(0.7)	(9.4)	13.4	4.5	(6.4)
QUÉ	21885	23220	25896	23138	25742	25990	26590
%	(35.9)	6.1	11.5	(10.7)	11.3	1.0	2.3
ONT	35818	43062	54072	53830	67235	71500	74500
%	(23.2)	20.2	25.6	(0.4)	24.9	6.3	4.2
MAN	1963	2318	2612	2895	3133	2845	2925
%	(38.6)	18.1	12.7	10.8	8.2	(9.2)	2.8
SASK	1702	2438	2757	2965	3089	2950	3000
%	(18.9)	43.2	13.1	7.5	4.2	(4.5)	1.7
ALB.	13906	16665	23671	27122	25447	25125	25600
%	(21.4)	19.8	42.0	14.6	(6.2)	(1.3)	1.9
C-B	27057	27641	29351	19931	16309	18000	20000
%	(31.3)	2.2	6.2	(32.1)	(18.2)	10.4	11.1
CAN	110933	124713	147040	137439	149968	*155700	*161200
%	(28.0)	12.4	17.9	(6.5)	9.1	3.8	3.5

Source: SCHL prévision 2000-2001.
(P) Prévision.
* Le total a été arrondi.

Mises en chantier, maisons individuelles (logements et var. annuelle en pourcentage)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000 (P)	2001 (P)
T.-N.	1165	1395	1220	1086	1233	1250	1300
%	(19.9)	19.7	(12.5)	(11.0)	13.5	1.4	4.0
Î.-P.-É	364	430	374	387	472	440	435
%	(19.8)	18.1	(13.0)	3.5	22.0	(6.8)	(1.1)
N.-É.	3040	3278	2939	2257	3345	3100	2750
%	(9.5)	7.8	(10.3)	(23.2)	48.2	(7.3)	(11.3)
N.-B.	1722	2173	2125	1989	2201	2350	2250
%	(32.4)	26.2	(2.2)	(6.4)	10.7	6.8	(4.3)
QUÉ.	13428	14818	16073	14685	15798	15530	15700
%	(27.1)	10.4	8.5	(8.6)	7.6	(1.7)	1.1
ONT.	20124	27019	35401	32737	39421	41100	43100
%	(33.0)	34.3	31.0	(7.5)	20.4	4.3	4.9
MAN.	1564	1875	2019	2368	2231	2180	2230
%	(35.9)	19.9	7.7	17.3	(5.8)	(2.3)	2.3
SASK.	1341	1612	1954	2154	2070	2000	2000
%	(13.0)	20.2	21.2	10.2	(3.9)	(3.4)	0.0
ALB.	10096	12949	18170	20077	16688	17225	17400
%	(20.3)	28.3	40.3	10.5	(16.9)	3.2	1.0
C.-B.	11581	12447	12911	8691	8731	9000	9500
%	(30.2)	7.5	3.7	(32.7)	0.5	3.1	5.6
CAN.	64425	77996	93186	86431	92190	*94200	*96700
%	(28.0)	21.1	19.5	(7.2)	6.7	2.2	2.7

Source: SCHL prévision 2000-2001.
(P) Prévision.
* Le total a été arrondi.

Mises en chantier, logements collectifs (logements et var. annuelle en pourcentage)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000 (P)	2001 (P)
T.-N.	547	639	476	364	138	200	200
%	(30.6)	16.8	(25.5)	(23.5)	(62.1)	44.9	0.0
Î.-P.-É	58	124	96	137	144	135	145
%	(73.0)	113.8	(22.6)	42.7	5.1	(6.3)	7.4
N.-É.	1128	781	874	880	905	1250	1000
%	(18.8)	(30.8)	11.9	0.7	2.8	38.1	(20.0)
N.-B.	578	549	577	458	575	550	465
%	(11.9)	(5.0)	5.1	(20.6)	25.5	(4.3)	(15.5)
QUÉ.	8457	8402	9823	8453	9944	10460	10890
%	(46.3)	(0.7)	16.9	(13.9)	17.6	5.2	4.1
ONT.	15694	16043	18671	21093	27814	30400	31400
%	(5.5)	2.2	16.4	13.0	31.9	9.3	3.3
MAN.	399	443	593	527	902	665	695
%	(47.2)	11.0	33.9	(11.1)	71.2	(26.3)	4.5
SASK.	361	826	803	811	1019	950	1000
%	(35.1)	128.8	(2.8)	1.0	25.6	(6.8)	5.3
ALB.	3810	3716	5501	7045	8759	7900	8200
%	(24.1)	(2.5)	48.0	28.1	24.3	(9.8)	3.8
C.-B.	15476	15194	16440	11240	7578	9000	10500
%	(32.2)	(1.8)	8.2	(31.6)	(32.6)	18.8	16.7
CAN.	46508	46717	53854	51008	57778	*61500	*64500
%	(27.9)	0.4	15.3	(5.3)	13.3	6.4	4.9

Source: SCHL prévision 2000-2001.
(P) Prévision.
* Le total a été arrondi.

Logements collectifs mis en chantier par type de logement

		1995	1996	1997	1998	1999	2000 (P)	2001 (P)
T.-N.	Jumelés	72	141	158	163	50	50	60
	En rangée	40	40	18	20	9	20	10
	Appartements	435	458	300	181	79	130	130
	Total	547	639	476	364	138	200	200
Î.-P.-É	Jumelés	20	10	12	28	32	30	25
	En rangée	18	68	43	10	31	30	25
	Appartements	20	46	41	99	81	75	95
	Total	58	124	96	137	144	135	145
N.-É.	Jumelés	417	447	303	290	218	175	175
	En rangée	72	59	58	89	29	30	25
	Appartements	639	275	513	501	658	1045	800
	Total	1128	781	874	880	905	1250	1000
N.-B.	Jumelés	127	138	106	106	134	135	105
	En rangée	51	92	132	89	94	90	80
	Appartements	400	319	339	263	347	325	280
	Total	578	549	577	458	575	550	465
QUÉ.	Jumelés	2264	2384	2767	1930	1586	2000	2000
	En rangée	1046	1094	1433	1074	1184	1200	1280
	Appartements	5147	4924	5623	5449	7174	7260	7610
	Total	8457	8402	9823	8453	9944	10460	10890
ONT.	Jumelés	2306	3348	4299	4575	6445	7700	7000
	En rangée	6175	8124	9964	10073	10425	10500	9900
	Appartements	7213	4571	4408	6445	10944	12200	14500
	Total	15694	16043	18671	21093	27814	30400	31400
MAN.	Jumelés	45	126	143	131	90	120	115
	En rangée	121	113	96	81	151	105	110
	Appartements	233	204	354	315	661	440	470
	Total	399	443	593	527	902	665	695
SASK.	Jumelés	86	134	160	174	155	150	200
	En rangée	60	193	352	222	104	200	200
	Appartements	215	499	291	415	760	600	600
	Total	361	826	803	811	1019	950	1000
ALB.	Jumelés	592	1049	1458	1428	1570	1575	1640
	En rangée	1340	1203	1691	1512	1424	1625	1690
	Appartements	1878	1464	2352	4105	5765	4700	4870
	Total	3810	3716	5501	7045	8759	7900	8200
C.-B.	Jumelés	1607	1528	1979	1218	816	900	1000
	En rangée	2964	3364	3469	2117	1444	2100	2500
	Appartements	10905	10302	10992	7905	5318	6000	7000
	Total	15476	15194	16440	11240	7578	9000	10500
CAN.	Jumelés	7536	9305	11385	10043	11096	*12800	*12300
	En rangée	11887	14350	17256	15287	14895	*15900	*15800
	Appartements	27085	23062	25213	25678	31787	*32800	*36400
	Total	46508	46717	53854	51008	57778	*61500	*64500

Source: SCHL prévision 2000-2001.
* Le total a été arrondi.

Logements collectifs mis en chantier par marché visé et par zone

		Centres avec population de 10 000 et plus							
		Locatifs/coops		Total				Autres collectivités	Total toutes régions
		Privés	Subventionnés	Locatifs	Copropriétés	Autres*	Total 10 000+		
T.-N.	1999	6	0	6	0	117	123	15	138
	2000	50	0	50	20	110	180	20	200
	2001	50	0	50	20	120	190	10	200
Î.-P.-É.	1999	116	0	116	0	8	124	20	144
	2000	75	0	75	0	35	110	25	135
	2001	95	0	95	0	25	120	25	145
N.-É.	1999	571	0	571	0	164	735	170	905
	2000	655	0	655	250	200	1105	145	1250
	2001	590	0	590	100	200	890	110	1000
N.-B.	1999	284	0	284	58	185	527	48	575
	2000	315	0	315	60	140	515	35	550
	2001	235	0	235	80	120	435	30	465
Qué.	1999	3444	0	3444	3456	1838	8738	1206	9944
	2000	3128	0	3128	4005	2829	9962	498	10460
	2001	3431	0	3431	4387	2525	10343	547	10890
Ont.	1999	1313	0	1313	13184	13190	27687	127	27814
	2000	3180	0	3180	12360	13960	29500	900	30400
	2001	3700	0	3700	14650	12100	30450	950	31400
Man.	1999	455	0	455	301	8	764	138	902
	2000	310	0	310	255	0	565	100	665
	2001	325	0	325	260	0	585	110	695
Sask.	1999	80	0	80	633	121	834	185	1019
	2000	50	0	50	820	0	870	80	950
	2001	75	0	75	850	0	925	75	1000
Alb.	1999	1264	0	1264	5439	748	7451	1308	8759
	2000	800	0	800	5000	900	6700	1200	7900
	2001	800	0	800	5250	950	7000	1200	8200
C.-B.	1999	1038	537	1575	5034	692	7301	277	7578
	2000	1200	800	2000	5900	700	8600	400	9000
	2001	1200	800	2000	7100	900	10000	500	10500
Can.	1999	8571	537	9108	28105	17071	54284	3494	57778
	2000	9763	800	10563	28670	18874	58107	3403	**61500
	2001	10501	800	11301	32697	16940	60938	3557	**64500

Source: SCHL prévision 2000-2001.
* Comprend les logements pour propriétaires occupants et les logements non classifiés.
** Le total a été arrondi.

Ventes résidentielles S.I.A.
(logements et var. annuelle en pourcentage)

	1995	1996	1997	1998	1999 (E)	2000 (P)	2001 (P)
T.-N.	1655	2005	2170	2288	2450	2500	2500
%	(11.6)	21.1	8.2	5.4	7.1	2.0	0.0
Î.-P.-É	476	750	806	1125	1200	1150	1100
%	(20.5)	57.6	7.5	39.6	6.7	(4.2)	(4.3)
N.-É.	7019	8372	7567	8052	8925	8450	8000
%	(1.7)	19.3	(9.6)	6.4	10.8	(5.3)	(5.3)
N.-B.	3496	4023	3941	4080	4338	4375	4300
%	4.7	15.1	(2.0)	3.5	6.3	0.9	(1.7)
QUÉ.	29824	39194	43463	45192	50030	46680	46590
%	(11.2)	31.4	10.9	4.0	10.7	(6.7)	(0.2)
ONT.	104993	137921	140608	138463	148900	151000	156000
%	(8.8)	31.4	1.9	(1.5)	7.5	1.4	3.3
MAN.	9749	10965	11180	10762	10700	10750	10710
%	(9.9)	12.5	2.0	(3.7)	(0.6)	0.5	(0.4)
SASK.	7349	8689	8346	8068	8000	7600	7500
%	(1.5)	18.2	(3.9)	(3.3)	(0.8)	(5.0)	(1.3)
ALB.	29098	37485	43693	43383	42500	43000	44000
%	(10.5)	28.8	16.6	(0.7)	(2.0)	1.2	2.3
C.-B.	58082	72182	68182	52910	57000	59800	62000
%	(22.8)	24.3	(5.5)	(22.4)	7.7	4.9	3.7
CAN.	251741	321586	329956	314323	334043	*335300	*342700
%	(12.5)	27.7	2.6	(4.7)	6.3	0.4	2.2

Source: Association canadienne de l'immeuble et Chambre immobilière de la région de Fredericton inc., SCHL estimation 1999, SCHL prévision 2000-2001.
(E) Estimation. (P) Prévision.
* Le total a été arrondi.

Prix moyen des transactions résidentielles S.I.A.
(dollars et var. annuelle en pourcentage)

	1995	1996	1997	1998	1999 (E)	2000 (P)	2001 (P)
T.-N.	89525	93661	92226	91514	94500	95500	96500
%	(2.4)	4.6	(1.5)	(0.8)	3.3	1.1	1.0
Î.-P.-É	73807	83923	86402	79579	81500	83000	84000
%	(6.3)	13.7	3.0	(7.9)	2.4	1.8	1.2
N.-É.	89788	93444	96693	97015	101000	103000	104000
%	(1.4)	4.1	3.5	0.3	4.1	2.0	1.0
N.-B.	83994	84198	87205	86648	89000	90250	90500
%	(0.2)	0.2	3.6	(0.6)	2.7	1.4	0.3
QUÉ.	98837	98603	101715	103947	107470	109100	110500
%	(3.3)	(0.2)	3.2	2.2	3.4	1.5	1.3
ONT.	154606	155662	164382	167115	173700	180000	187000
%	(3.5)	0.7	5.6	1.7	3.9	3.6	3.9
MAN.	81897	85318	85404	86334	86350	87000	87750
%	(2.2)	4.2	0.1	1.1	0.0	0.8	0.9
SASK.	73796	77478	83978	87577	91500	95500	99500
%	1.5	5.0	8.4	4.3	4.5	4.4	4.2
ALB.	114772	117673	124865	132905	139500	145500	150600
%	(2.2)	2.5	6.1	6.4	5.0	4.3	3.5
C.-B.	221860	218687	220512	212045	213000	208000	212000
%	(3.3)	(1.4)	0.8	(3.8)	0.5	-2.3	1.9
CAN.	150368	150848	154644	152363	157414	*161700	*167300
%	(5.0)	0.3	2.5	(1.5)	3.3	2.7	3.4

Source: Association canadienne de l'immeuble et Chambre immobilière de la région de Fredericton inc., SCHL estimation 1999, SCHL prévision 2000-2001.
(E) Estimation. (P) Prévision.
* Le total a été arrondi.

Emploi
(Variation annuelle en pourcentage)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000 (P)	2001 (P)
T.-N.	1.4	(3.8)	1.1	3.2	5.2	1.9	1.4
Î.-P.-É.	4.6	2.5	0.6	0.6	1.7	1.0	0.8
N.-É.	1.2	0.2	1.8	3.0	2.6	1.2	1.7
N.-B.	2.1	(0.3)	1.1	2.6	3.6	1.5	1.0
Qué.	1.5	0.3	1.5	2.1	2.4	1.6	1.4
Ont.	1.4	1.5	1.9	3.7	3.1	3.0	2.7
Man.	2.0	0.8	2.4	1.5	2.0	1.3	1.3
Sask.	0.7	0.2	2.8	0.9	0.5	1.0	1.0
Alb.	2.7	2.9	3.1	3.9	2.8	3.0	2.9
C.-B.	1.7	2.5	1.8	1.2	2.2	1.7	2.1
Can.	1.6	1.3	1.9	2.8	2.7	2.3	2.1

Source: Statistique Canada, SCHL prévision 2000-2001.
(P) Prévision.

Taux de chômage
(Pourcentage)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000 (P)	2001 (P)
T.-N.	18.3	19.4	18.8	17.9	16.7	16.1	15.9
Î.-P.-É.	14.7	14.5	14.9	13.9	14.1	13.9	13.9
N.-É.	12.1	12.6	12.2	10.7	9.7	9.6	9.5
N.-B.	11.5	11.7	12.8	12.1	10.1	9.6	9.2
Qué.	11.3	11.8	11.4	10.4	9.4	8.9	8.6
Ont.	8.7	9.1	8.5	7.2	6.4	5.3	4.9
Man.	7.5	7.5	6.6	5.7	5.5	5.5	5.4
Sask.	6.9	6.6	6.0	5.9	6.1	5.8	5.7
Alb.	7.8	7.0	6.0	5.7	5.8	5.6	5.5
C.-B.	9.0	8.9	8.7	8.9	8.3	8.0	7.7
Can.	9.5	9.7	9.2	8.3	7.6	7.0	6.7

Source: Statistique Canada, SCHL prévision 2000-2001.
(P) Prévision.

Produit intérieur brut réel (Variation annuelle en pourcentage)

	1995	1996	1997	1998	1999 (E)	2000 (P)	2001 (P)
T.-N.	2.2	(3.3)	1.5	6.2	4.5	5.0	6.0
Î.-P.-É.	5.5	1.4	0.5	1.0	2.4	2.1	2.1
N.-É.	1.8	0.1	2.8	2.9	3.4	2.5	2.4
N.-B.	2.9	1.7	0.7	2.3	3.7	2.5	1.8
Qué.	1.9	1.4	3.3	2.6	3.2	2.7	2.4
Ont.	3.7	1.6	4.4	4.3	4.5	4.3	4.1
Man.	0.6	2.1	3.7	3.3	2.4	2.4	2.3
Sask.	1.4	2.5	5.1	1.3	2.0	2.4	2.2
Alb.	3.0	2.2	7.3	3.2	2.3	3.5	3.8
C.-B.	2.2	2.5	1.7	0.2	1.2	2.0	1.5
Can.	2.8	1.7	4.0	3.1	3.4	3.4	3.2

Source: Statistique Canada, SCHL estimation 1999. SCHL prévision 2000-2001.
(E) Estimation. (P) Prévision.

Migration totale nette* (Personnes)

	1995	1996	1997	1998	1999 (E)	2000 (P)	2001 (P)
T.-N.	-6886	-7913	-9121	-8838	-5000	-6200	-6200
Î.-P.-É.	558	591	-464	-161	285	225	205
N.-É.	1257	1658	-487	-801	2025	1200	800
N.-B.	-844	-842	-1423	-2528	-1000	-1650	-1850
Qué.	18279	9376	3841	5004	3555	6950	6740
Ont.	93096	92960	107613	85058	107500	110250	112500
Man.	-1216	-1365	-4233	-978	-350	-300	-150
Sask.	-1595	-434	-1813	-3	-3300	-2300	-1300
Alb.	15582	25664	44222	53291	36200	22500	21000
C.-B.	69005	69112	51152	12353	21500	41000	49000
Can.	187236	188807	189287	142397	161415	171675	180745

Source: Statistique Canada, SCHL estimation 1999, SCHL prévision 2000-2001.
(E) Estimation. (P) Prévision.
* Somme de la migration interprovinciale, de la migration internationale, des résidents non permanents et des canadiens de retour.
** Exclut le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut.

Indicateurs des marchés locaux de l'habitation

Région métropolitaine de recensement		Mises en chantier totales	Mises en chantier maisons indiv.	Indice du prix des logements neufs, var. ann. en %	Ventes SIA	Prix moyen SIA maisons indiv.		Taux d'inoccupation, immeubles de 3 log. et plus
Victoria	1998	964	520	-5.6	4603	246014		3.8
	1999	1340	531	-5.0	4670	246000		3.6
	2000(P)	1065	570	-2.0	5020	251000		3.4
Vancouver	1998	11878	3373	-5.0	19041	357029		2.7
	1999	8677	3568	-4.0	22400	352800		2.7
	2000(P)	9300	4100	-2.0	24300	370000		2.5
Edmonton	1998	5947	4080	3.4	13726	128290	A	1.9
	1999	6655	4075	2.5	13500	134000	A	2.2
	2000(P)	6600	4400	2.5	13900	142000	A	2.0
Calgary	1998	12495	9219	7.6	20554	167422		0.6
	1999	10600	6613	4.6	20300	175500		2.8
	2000(P)	9400	6600	3.5	20200	182300		2.3
Saskatoon	1998	1137	692	2.2	2993	103156	A	0.8
	1999	1273	724	1.4	3100	108000	A	0.9
	2000(P)	1250	750	1.5	3200	112000	A	1.0
Regina	1998	537	468	4.2	2868	85029	A	1.7
	1999	573	403	3.5	2700	90000	A	1.4
	2000(P)	600	460	3.5	2800	91500	A	1.5
Winnipeg	1998	1575	1190	0.8	9748	86838	A	4.0
	1999	1772	1204	1.2	9600	88400	A	3.0
	2000(P)	1600	1200	1.3	9700	89900	A	3.0
Thunder Bay	1998	224	161	-2.3	1311	110099	A	9.3
	1999	232	192	-1.1	1301	112316	A	7.5
	2000(P)	332	220	-0.5	1340	114000	A	6.5
Sudbury	1998	165	161	-2.3	1693	109621	A	9.4
	1999	199	131	-1.1	1744	105093	A	11.1
	2000(P)	160	150	-0.5	1800	107500	A	10.0
Windsor	1998	1938	1355	0.3	5016	130497		4.3
	1999	2387	1761	0.6	5100	135000		2.7
	2000(P)	2509	1825	2.0	5200	139000		2.5
London	1998	2027	1309	0.4	6416	129706		4.5
	1999	1773	1344	0.9	6720	131899		3.5
	2000(P)	2085	1350	2.0	6450	134000		3.4
Kitchener	1998	2549	1759	2.1	4365	143104	A	1.5
	1999	2821	2002	1.8	4695	146495	A	1.0
	2000(P)	3050	2150	2.2	4500	151000	A	0.9
St. Catharines-Niagara	1998	1319	996	3.1	5815	122440		4.6
	1999	1485	1026	2.3	5947	125540		3.2
	2000(P)	1350	1025	2.2	6100	128450		2.9
Hamilton	1998	3627	1736	3.2	10017	153628	A	3.2
	1999	3923	1906	1.0	10543	158164	A	1.9
	2000(P)	4100	2100	2.0	10800	161000	A	1.7
Toronto	1998	25910	12696	3.2	55344	216814	A	0.8
	1999	34904	15535	1.7	58957	228372	A	0.9
	2000(P)	36000	16000	4.0	62500	236000	A	1.0

Indicateurs des marchés locaux de l'habitation

Régions métropolitaines de recensement		Mises en chantier totales	Mises en chantier maisons indiv.	Indice du prix des logements neufs, var. ann. en %	Ventes SIA	Prix moyen SIA, maisons indiv.		Taux d'inoccupation, immeubles de 3 log. et plus
Oshawa	1998	1759	1400	n.d.	4237	150994		2.0
	1999	2463	2150	n.d.	4400	156000		1.7
	2000(P)	2500	2125	n.d.	4450	160000		1.5
Ottawa	1998	3615	2248	0.7	9547	143953	C	2.1
	1999	4447	2837	2.8	11150	149300	C	0.7
	2000(P)	4930	2840	3.1	11650	153900	C	0.9
Hull	1998	1244	687	n.d.	2306	95514	S	6.7
	1999	1185	640	n.d.	2630	95875	S	4.4
	2000(P)	1190	636	n.d.	2600	96540	S	3.8
Montréal	1998	10293	5657	0.4	25254	122442	A	4.7
	1999	12366	6522	2.0	28200	125000	A	3.0
	2000(P)	12500	6800	3.5	28200	130000	A	3.0
Trois-Rivières	1998	599	233	n.d.	757	77400		8.5
	1999	380	205	n.d.	850	77200		7.9
	2000(P)	450	200	n.d.	805	78000		9.0
Sherbrooke	1998	590	329	n.d.	1044	91400	A	7.3
	1999	645	305	n.d.	960	90000	A	7.6
	2000(P)	700	350	n.d.	1100	92000	A	7.0
Québec	1998	1845	1108	0.6	5112	85836		5.2
	1999	1814	1165	1.5	5470	87550		3.3
	2000(P)	2100	1250	1.5	5600	89800		2.8
Chicoutimi-Jonquière	1998	502	331	n.d.	652	79363	T	4.8
	1999	305	243	n.d.	760	83500	S	4.9
	2000(P)	370	310	n.d.	810	86500	S	5.8
Saint John	1998	278	216	-2.3	1353	87087	A	7.3
	1999	296	255	2.6	1529	88836	A	5.2
	2000(P)	370	305	2.0	1575	91000	A	4.8
Halifax	1998	1739	1125	0.8	5129	114024	A	5.5
	1999	2356	1669	2.8	5853	118522	A	3.6
	2000(P)	2575	1575	1.0	5600	119000	A	4.5
St. John's	1998	741	475	-1.3	2131	92560	A	15.4
	1999	807	688	0.3	2325	95500	A	9.2
	2000(P)	875	700	0.5	2350	96500	A	7.5
Charlottetown	1998	247	154	n.d.	534	93968	A	6.1
	1999	321	228	n.d.	500	99000	A	5.0
	2000(P)	328	210	n.d.	470	99600	A	4.8
ENSEMBLE DES RÉGIONS MÉTROPOLITAINES	1998	95744	53678	1.0	221566			3.4
	1999	105999	57922	2.1	235904			2.6
	2000(P)	108289	60201	2.2	243020			2.6

Notes:

A : Prix moyen SIA pour tous les types de logement

S : Logements individuels et jumelés

T : Données Teela

C : Logements individuels moins les copropriétés

Source: SCHL, Association canadienne de l'immeuble, Chambreas immobilières locales, Statistique Canada, SCHL prévision 2000.
n.d.: Données non disponibles.

Principaux indicateurs de l'habitation
Données désaisonnalisées annualisées
(Niveaux et variation trimestrielles en pourcentage)

	98:Q1	98:Q2	98:Q3	98:Q4	99:Q1	99:Q2	99:Q3	99:Q4
Logements neufs								
Permis de construire, logements, milliers	151.1	147.2	146.8	149.0	157.3	155.3	159.7	..
%	1.6	(2.6)	(0.3)	1.5	5.5	(1.3)	2.9	..
Mises en chantier, total, millliers	147.8	137.3	131.8	136.9	146.2	147.0	148.2	157.0
%	0.0	(7.1)	(4.0)	3.9	6.8	0.5	0.8	5.9
Mises en chantier, maisons ind., milliers	91.8	86.1	82.7	86.9	87.0	91.7	93.0	95.8
%	0.2	(6.2)	(3.9)	5.1	0.1	5.4	1.4	3.0
Mises en chantier, collectifs, milliers	56.0	51.2	49.1	50.0	59.2	55.3	55.2	61.2
%	(1.9)	(8.6)	(4.1)	1.8	18.4	(6.6)	(0.2)	10.9
Logements achevés, total, milliers	144.3	138.3	127.2	130.5	150.8	130.5	137.9	..
%	(3.4)	(4.1)	(8.0)	2.6	15.6	(13.5)	5.7	..
Indice des prix de logements neufs, 1992=100	99.8	100.0	100.2	100.3	100.4	100.6	101.1	..
%	0.4	0.2	0.2	0.1	0.1	0.2	0.5	..
Logements existants								
Ventes SIA, logements, milliers	298.9	328.6	327.2	301.9	312.1	353.9	347.1	..
%	(4.8)	9.9	(0.4)	(7.7)	3.4	13.4	(1.9)	..
Prix de vente moyen SIA, milliers de $C	152.4	151.8	151.3	154.3	153.8	157.0	158.7	..
%	(1.6)	(0.4)	(0.3)	2.0	(0.3)	2.1	1.1	..
Marché hypothécaire								
Encours du crédit hypothécaire, milliards de $	381.5	385.9	391.9	398.0	402.3	408.0	415.4	..
%	1.3	1.2	1.5	1.5	1.1	1.4	1.8	..
Prêts hypothécaires approuvés, milliards de $	67.7	73.7	76.6	68.9	76.1	86.9	..	..
%	(2.1)	8.9	3.8	(10.0)	10.5	14.1	..	..
Taux hypothécaire de 1 an, en pourcentage*	6.40	6.55	6.68	6.37	6.42	6.45	6.97	7.35
Taux hypothécaire de 5 ans, en pourcentage*	6.85	6.95	7.08	6.83	6.92	7.32	7.75	8.25
Investissements, secteur résidentiel**								
Total, milliards de $ 1992	42.3	42.0	40.9	41.0	42.6	44.1	44.3	..
%	(1.8)	(0.8)	(2.4)	0.1	4.1	3.3	0.6	..
Logements neufs, milliards de $ 1992	21.6	21.0	19.8	20.4	21.4	21.9	22.3	..
%	(1.7)	(3.1)	(5.3)	2.7	4.9	2.4	1.8	..
Améliorations et modifications, milliards de $ 1992	13.9	13.7	13.4	13.6	14.1	14.3	14.0	..
%	0.7	(1.9)	(1.7)	1.1	3.9	1.0	(1.7)	..
Commissions immobilières, milliards de $ 1992	6.8	7.4	7.7	7.0	7.2	7.9	8.0	..
%	(6.9)	8.8	4.3	(8.4)	2.0	10.5	1.5	..
Déflateur, 1992=100	107.7	108.5	107.9	109.4	110.3	111.4	111.2	..
%	1.1	0.7	(0.5)	1.4	0.8	1.0	(0.2)	..

Sources: SCHL, Statistique Canada, Banque du Canada, Association canadienne de l'immeuble.
.. Données non disponibles.

* Tous les indicateurs sont désaisonnalisés, à l'exception des taux hypothécaires.

** Les investissements du secteur résidentiel comprennent les dépenses pour les nouveaux logements permanents, les coûts de transformation, les coûts de modification et d'amélioration, les coûts supplémentaires et les commisions immobilières.